











Lorient

B  
TABAC

Fm 30885

1075 ETATS-UNIS. — COMMERCE DU

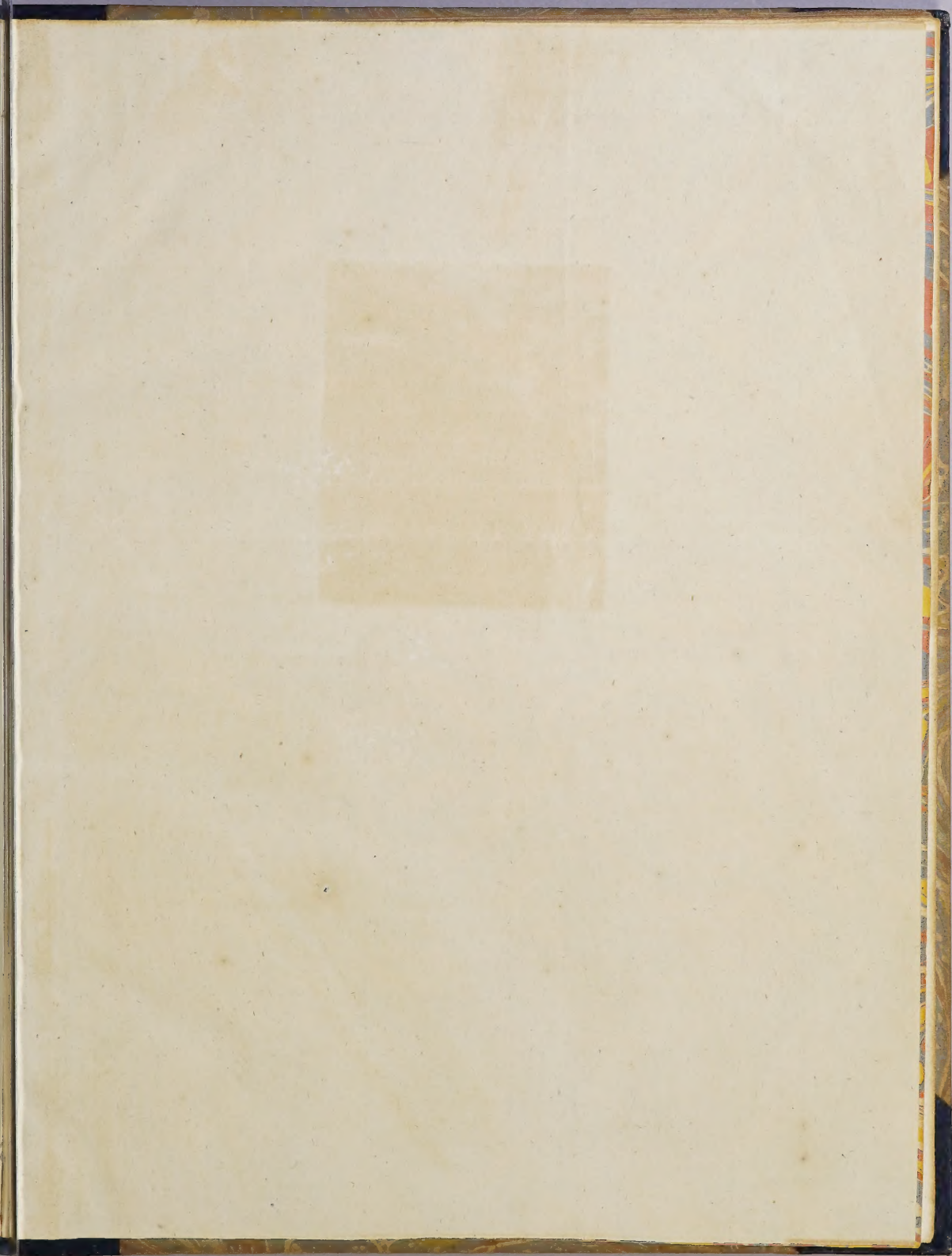
**TABAC.** Mémoire pour les négociants de l'Orient intéressés au Commerce des Etats-Unis, contre la Ferme Générale. (vers 1787). In-4. Rel. 62 et 33 pp., et 8 planches dépliantes.

*Pièce de la plus grande rareté, relative au commerce des Tabacs, au XVIII<sup>e</sup> s., entre l'Amérique et la France. — Noter le titre de quelques parties : Commerce des Etats-Unis avant la dernière guerre ; Motifs du ministère à l'époque de la paix, pour attirer en France le commerce des Etats-Unis ; Moyens qu'il emploie pour y parvenir ; Examen du traité de la Ferme Générale avec l'Américain Robert Morris, etc., et de nombreuses pièces justificatives :*

Mémoire du Consul Général des Etats-Unis en France au sujet du traité de la Ferme avec le sieur Morris (19 juin 1785) ; Exportations des Américains par le seul port de Lorient du 1<sup>er</sup> janvier 1785 au 1<sup>er</sup> mai 1786 ; Importations des Américains dans le même port ; Exportations des Irlandais et des Ecossais, etc.

An titre, d'une écriture de l'époque : « A Monsieur l'abbé Morrelet ».





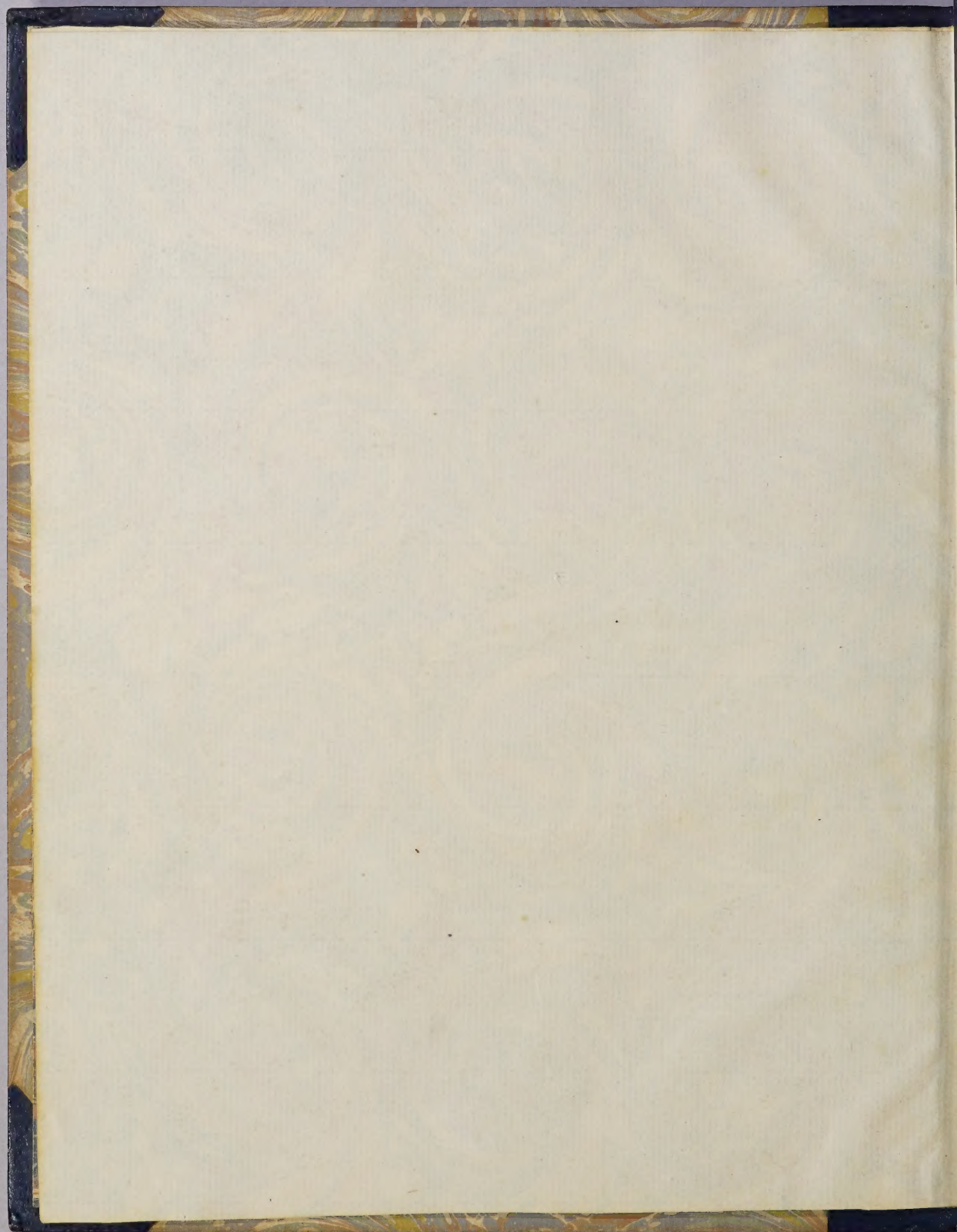














13

# MÉMOIRE

P O U R

DES NÉGOCIANS DE L'ORIENT,

Intéressés au Commerce des Etats-Unis ;

C O N T R E

LA FERME GÉNÉRALE.

à Monsieur L'abbé Morelot —



# MÉMOIRE

POUR

DES ÉCOLES DE JOURNÉE

ÉCRIT PAR M. L. L.

PAR

M. L. L.





# MÉMOIRE.

---

Commerce des  
Etats-Unis.

TABACS.

**L**ES Négocians de la ville de l'Orient, occupés du commerce des Etats-Unis, sont forcés de réclamer à la fois la justice & la bienveillance du Gouvernement. C'est sur la foi de la protection annoncée par le ministère & d'une décision du Conseil du Roi, qu'ils ont exposé & leur crédit & leur fortune, par les avances qu'ils ont faites aux Américains,

L'intérêt de l'Etat est intimement lié à celui des Exposans. La conservation ou la perte d'un commerce précieux, celui des Etats-Unis, dépendent des mesures qu'on va prendre. En ce moment les plus légères méprises seroient dangereuses; car on est rarement le maître de rappeler une branche de commerce détournée; & celle des tabacs d'Amérique présente un intérêt d'autant plus important pour nous, qu'en l'abandonnant, la France la porte à l'Angleterre.



Aussi dès l'époque de la paix les Ministres ont-ils paru animés du même esprit, pénétrés des mêmes principes sur l'importance du commerce des Etats-Unis; & se sont-ils empressés, chacun dans leur département, d'adopter les premières dispositions qui pouvoient l'attirer & le fixer en France.

Mais le Privilege exclusif de la Ferme Générale pour la branche des tabacs, la principale de ce commerce, ayant fait tomber entre les mains de cette Compagnie l'exécution des plans des Ministres, ils n'en ont pu suivre ni assurer les effets. Quelques étendues & éclairées qu'aient été leurs vues patriotiques sur les avantages que la nation devoit retirer de l'indépendance de l'Amérique, elles sont venues se retrecir & s'éteindre dans les Bureaux de la Ferme. Là, les plans ministériels, fondés sur des principes généraux d'esprit public, ont été sans cesse contrariés par un esprit d'économie du moment, par des mesures & des intentions d'intérêt particulier.

C'est de cette contradiction que sont nés les maux dont les Exposans souffrent depuis long-temps. Dès le commencement de la paix, les Américains appelés par le ministère, ont été éloignés par la conduite de la Ferme Générale. Elle est venue ensuite, par un traité secrètement conclu avec un seul particulier Américain, rompre toutes les liaisons commencées entre tous les individus des deux nations; fermer expressément les ports ouverts aux Américains par des franchises dispenseuses, & arrêter par le fait toutes les exportations de marchandises de France pour les Etats-Unis.

Enfin, lorsque par une décision du Conseil du 24 Mai



1786, l'Administration instruite par les représentations du commerce est intervenue, & qu'après de longues & contradictoires discussions, la Ferme Générale a pris l'engagement de recevoir des particuliers Américains une certaine quantité de tabacs à des prix & conditions fixées; lorsque cet engagement pris avec la sanction du Roi a été deux fois publié en France & en Amérique par la voie des Ministres & Consuls; lorsqu'enfin, par diverses exemptions de droits & autres avantages accordés à notre commerce par les Etats-Unis, & par diverses exportations considérables qu'ils ont faites de marchandises de nos fabriques, la France a reçu le prix des faveurs accordées au commerce d'Amérique, par la décision du Conseil; la Ferme Générale refuse de recevoir les tabacs venus dans les Ports de France, en vertu de cet engagement sacré qu'elle élude. Elle n'y a satisfait que partiellement jusqu'à ce jour: pour le remplir, il lui reste encore à recevoir plus de treize millions de livres pesant de tabac, & cependant elle laisse gémir les Exposans sous le poids d'un engorgement de tabacs arrivés depuis plus d'un an. Sans doute elle veut les forcer à les lui vendre à une grosse perte: elle sait bien qu'elle est maîtresse de leur sort, qu'elle est en France le seul consommateur de tabac; & elle ne répond seulement pas à leurs représentations & à leurs plaintes. Elle contraint ainsi les Exposans à recourir à la justice & à la protection éclairée du Gouvernement.

Ils viennent réclamer l'exécution de la décision du Conseil & de l'engagement public de la Ferme contracté en présence des Ministres du Roi. Ils demanderont justice d'après les Etats de cette Compagnie même: &



après avoir rendu sensible par un fidele exposé des faits la triste influence sur le commerce du Royaume, de l'esprit qui, depuis la paix, & dans trois époques différentes, a dirigé cette Compagnie dans l'exercice de son privilege relativement aux Etats-Unis, ils oseront proposer pour l'avenir un remede facile & simple qui semble actuellement être devenu indispensable.

On suivra dans ce mémoire la marche des faits & les détails en seront présentés dans l'ordre suivant :

Dans la *section premiere*, on rappellera ce qu'étoit le commerce des Etats-unis avant la dernière guerre.

Dans la *section seconde*, nous retracerons les moyens employés par le ministère de France, à l'époque de la paix, pour attirer le commerce des Etats-unis; les motifs & les vues qui dirigèrent alors la conduite de l'Administration envers les Américains.

La *section troisieme* présentera le tableau des vues & de la conduite de la Ferme générale mises en opposition avec celles du Ministère, relativement au commerce des Etats-unis, dans la gestion de la branche importante du tabac dont elle a le privilege exclusif.

On y verra par quels principes & par quels procédés, depuis la paix jusqu'à ce jour, & à trois époques différentes, la Ferme générale a éloigné de nos ports le commerce des Etats-unis qu'y appelloient les dispositions prises par le Gouvernement.

§. I<sup>er</sup>. 1783 & 1784. Première époque de la conduite de la Ferme envers les Américains. Elle les éloigne des ports de France.

Son traité pour son approvisionnement de tabacs avec un seul Négociant des Etats-unis. Examen des fâcheux effets de ce traité.

§. II. 1785. Seconde époque. Le sieur Morris n'exécute pas son



traité. Les Américains le supplient par des envois de tabacs. La Ferme déguise ses besoins, & les rebute encore.

Intervention du Ministère sur les plaintes du Commerce contre ce traité. Décision du Conseil, du 24 Mai 1786. Engagement pris par la Ferme, de recevoir des tabacs du Commerce aux conditions du traité.

§. III. 1786 & 1787. Troisième époque. Inexécution de la décision du Conseil. Tristes effets de cette inexécution pour le Commerce.

La *section quatrième* offrira la justification par les faits, des dispositions du Ministère en faveur du commerce d'Amérique, développés dans la seconde.

§. I<sup>er</sup>. Tableau des exportations de marchandises de France par les Américains du seul port des Expofans, du premier Janvier 1785 au premier Juillet 1787.

§. II. Aperçu de l'importance dont ce commerce pourroit devenir en France, s'il n'étoit plus contrarié par une Compagnie particulière.

La *section cinquième* exposera la situation actuelle des Expofans, & les motifs qui justifient leurs réclamations auprès du Ministère, & la réfutation de quelques allégations de la Ferme.

Les *conclusions* seront précédées d'un court *résumé* du présent Mémoire.

## SECTION PREMIERE.

### *Commerce des Etats-Unis avant la dernière guerre.*

Avant la révolution d'Amérique, l'Angleterre obligeoit ses colons à porter dans ses ports toutes leurs productions, & à en exporter tous les objets manufacturés qui en formoient les retours. Peu d'articles étoient souf-



traits à la loi de ce double monopole. La Grande-Bretagne revendoit au reste de l'Europe la majeure partie des importations Américaines. Un état détaillé de ces importations en 1770, les porte à 3,347,819 livres sterling, ce qui fait environ 77 millions tournois. Le tabac seul y forme un objet de 906,550 liv. sterling, c'est-à-dire environ 24 millions tournois. Elles ont depuis toujours augmenté, ainsi que la population de ces Colonies : on sent quel bénéfice rapportoit à la nation Angloise cet immense commerce ; l'augmentation d'agriculture, de navigation ; l'activité dans les manufactures, l'accroissement des revenus fiscaux qui en résultoient.

Sans ce commerce, la possession des Etats-Unis fût devenue onéreuse à l'Angleterre ; leur défense & leur administration lui ont toujours été fort dispendieuses. D'après ces principes, voyons quels rapports nous pouvions desirer avec l'Amérique devenue indépendante.

## SECTION SECONDE.

*Motifs du ministère, à l'époque de la paix, pour attirer en France le commerce des Etats-Unis. Moyens qu'il emploie pour y parvenir.*

Nos relations avec les Américains ont été envisagées sous divers points de vue. Les uns s'en sont occupés avec enthousiasme ; les autres, les voyant avec une espèce de dédain, en ont méconnu & désapprécié les avantages.



Le Gouvernement, supérieur à ces impressions exagérées, a cherché à rendre utiles à l'Etat les Provinces dont il venoit d'assurer l'indépendance. La nature des choses a dirigé sa marche; qu'il nous soit permis de la retracer.

Après une guerre de cinq ans, la France venoit enfin de rendre l'Amérique indépendante; mais à cette séparation de ses Colonies, que perdoit la Grande-Bretagne, si elle en conservoit toujours le précieux commerce? Libre au contraire des frais dispendieux d'administration, la révolution, dans ce cas, devenoit un réel soulagement pour elle.

Il restoit donc à la France à priver ses rivaux de la plus grande portion du commerce d'Amérique qu'il seroit possible de leur arracher; & le moyen le plus utile pour elle étoit sans doute de l'acquérir elle-même.

Le Gouvernement saisit donc les premiers momens de la paix pour attirer en France les Américains. Le moyen le plus efficace eût été d'accorder des primes; il parut sans doute trop dispendieux. On préféra d'établir, à l'instar des Anglois, des paquebots réguliers pour Neuf-Yorck; de permettre dans les ports de France l'entrepôt des tabacs & autres productions des Etats-Unis, & de rendre francs, à leur demande, les ports de Bayonne & de l'Orient.

Pendant la durée de la guerre, la France avoit éprouvé ce que des liaisons de commerce avec les Américains lui promettoient pour l'avenir. En 1782 leurs vaisseaux avoient exporté pour 19 millions de marchandises du seul port de l'Orient; mais lorsque la paix leur rouvroit les ports



de leur ancienne métropole , il étoit difficile de leur faire oublier le penchant qui devoit les y ramener , & de les engager à préférer aux marchandises Angloises nos marchandises qu'ils connoissoient encore à peine , & qui n'étoient pas fabriquées d'après leurs goûts.

Le ministère ne pouvoit se dissimuler que les Américains n'ont point d'intérêt à exporter des marchandises de France ; ils en trouvent de même espece chez d'autres Nations , mais sur-tout en Angleterre où une longue habitude , d'anciennes dettes & des liaisons individuelles les rappelloient. Pour les attirer en France cependant , il falloit bien leur présenter une sorte d'intérêt. Heureusement la position & les besoins du Royaume leur offrent l'avantage de vendre dans nos ports une partie de leurs propres productions , plus promptement & à moins de frais qu'à nos rivaux , & c'est cet intérêt qui peut guider leurs vaisseaux vers nos ports.

La France consomme 20 à 25 mille boucauds (1) par an de tabacs d'Amérique : elle consomme des grains & farines , du riz , des huiles de poisson , des potasses , des pelleteries , des bois , des goudrons , brais & diverses productions des Etats - Unis , & les Américains doivent trouver quelque avantage à nous apporter directement la quantité de ces articles que nous consommons.

Alors , rendus dans les ports de France avec leurs vaisseaux , & ayant à y recevoir le produit de leurs cargaisons , ils se trouvent en quelque sorte forcés , malgré

---

(1) Les boucauds de tabac pèsent brut , l'un dans l'autre , de 1000 à 1100 liv. & net , c'est-à-dire , sans la futaie , 900 à 1000 liv.



leurs habitudes en Angleterre, de charger en retour des marchandises de France, pour éviter la perte de retourner entièrement à vuide.

Il leur seroit trop défavantageux d'aller en Angleterre chercher leurs cargaisons de retour. Les frais de rivière & de port, les risques & retards d'une nouvelle escale les en détournent. d'autant plus, qu'à raison des glaces & de l'hyvernage, le retard d'un jour en Europe pourroit causer à leurs vaisseaux une inaction de trois mois; & l'expérience a prouvé qu'ils préfèrent de se rendre directement de France dans leurs ports, même lorsque la circonstance les force à retourner sur leur lest. Ils ont donc intérêt à emporter des objets dont la revente leur procure chez eux des bénéfices en retour; & par la pente naturelle du commerce vers son accroissement, il doit résulter de ces essais répétés que les Américains s'habituent à connoître les articles de France les plus convenables à leur pays, & à rendre leur consommation plus étendue.

C'est ainsi, que cédant à la position que nous venons de décrire, les Américains, qui préfèrent à nos sels ceux de Portugal & d'Angleterre, ont cependant fait de fortes exportations de sels de Bretagne; qu'ils ont exporté de France des draps, toiles, indiennes, soyeries de nos fabriques, des thés, nankins & autres articles des Indes dont ils étoient dans l'habitude de se pourvoir à Londres. C'est ainsi encore que de divers de nos ports, ils ont tiré presque toutes leurs eaux de vie, & de Marseille en particulier, plusieurs chargemens de vins, huiles, savons, fruits & autres denrées que leur fournissoient autrefois le Portugal & l'Espagne.



D'ailleurs les Américains, occupés de défrichemens, ne sont pas assez riches en numéraire pour payer autrement qu'avec leurs propres productions. Si donc nous voulions leur vendre des objets de France, il falloit bien leur donner la facilité de nous payer avec ce qu'ils ont.

Allons plus loin, & nous serons frappés d'un intérêt plus pressant encore qu'avoit le ministère d'attirer les Américains dans nos ports.

Quoiqu'ils puissent se passer de nos marchandises, l'administration ne pouvoit oublier que nous avons un besoin déterminé d'une partie des leurs. Ce besoin autrefois nous rendoit tributaires de l'Angleterre, & si nous ne le transformions point en un cours de commerce d'échanges, nous allions inévitablement payer aujourd'hui ce même tribut à l'Amérique.

C'est évidemment cette connoissance de la position des Etats-Unis, relativement à la France & à l'Angleterre; c'est la certitude qu'un cours d'exportations de marchandises de France en Amérique, ne pourroit naître que des importations Américaines favorisées; c'est le desir enfin de n'avoir pas fait sans utilité une guerre onéreuse, qui, à l'époque de la paix, fixant l'attention du ministère, déterminèrent sa conduite envers les Américains.

Les paquebots devoient cimenter nos liaisons par une correspondance régulière. Les ports francs devoient les attirer par la réunion de toute espèce de marchandises, par la liberté si chère à cette nation, & par la célérité de la réexpédition de leurs navires. Les entrepôts dans les autres ports leur offroient des facilités moins étendues, mais cependant avantageuses.



Telles furent les bases que posa le ministère au commerce qu'il vouloit créer : il crut alors pouvoir essayer de l'abandonner à lui-même ; & ces arrangemens sans doute devoient promettre d'heureux effets ; mais les soins qui suffisoient pour favoriser dans le début un commerce libre, peuvent ne pas suffire pour un commerce qui ne l'est point.

La branche la plus considérable des importations des Etats-Unis (celle du tabac) est en France sous l'immédiate dépendance de la Ferme-générale , puisqu'elle en a le privilége exclusif. Les Américains ne trouvant aucun autre acheteur , sont forcés de recevoir la loi d'elle , & de lui abandonner leurs tabacs au prix qu'elle veut bien fixer.

Ainsi , lorsque les faveurs du Gouvernement les attirent , ils viennent retomber sous la main de la Ferme.

Nous avons vu que le seul attrait qui pouvoit , dans le début , amener les Américains en France , étoit l'avantage que doivent leur offrir la position & les besoins du royaume , d'y vendre leurs propres productions , plus promptement & à plus haut prix qu'à nos concurrens dans ce commerce ; mais quant au tabac , qui forme le principal article , la Ferme-Générale peut d'un mot ôter aux Américains cet avantage ; elle n'a qu'à refuser les tabacs qu'ils apportent , ou n'en accorder qu'un prix inférieur à celui que payent nos rivaux ; dès ce moment , & malgré tous les soins du ministère , le seul intérêt qui pouvoit attirer les vaisseaux des Etats-Unis cesse.

Les arrangemens que prit le ministère , en faveur du Commerce d'Amérique , ne suffisoient donc pas pour l'article du tabac , dès que la Ferme-Générale restoit maî-

treffe absolue & indépendante d'anéantir l'effet des vues & des mesures ministérielles. Nous allons voir l'usage qu'elle fit de cette indépendance, & comment ses principes & sa conduite ont, à différentes époques, contrarié les principes & la conduite de l'Administration.

## SECTION TROISIEME.

*Exposé de la conduite de la Ferme-Générale dans la gestion du commerce du tabac des Etats-unis depuis la paix, mise en opposition avec les mesures sages & patriotiques des Ministres du Roi. A trois époques différentes, ses procédés éloignent les Américains.*

### §. I.

1783 & 1784. *Première époque de la conduite de la Ferme.*

Les plantations de tabacs avoient été ruinées en Amérique pendant la guerre; les approvisionnemens brûlés par les Anglois, les navires marchands détruits. Il falloit un intervalle pour rétablir la culture & ramener les prix de paix; les tabacs furent donc très-chers aux Etats-Unis & en Europe, dans les années qui suivirent la guerre, & ils devoient l'être.

Mais sans avoir égard à ces circonstances, la Ferme-Générale s'imagina qu'elle pourroit forcer une rapide diminution de prix: quand les Américains apportent des tabacs, elle en faisoit toujours offrir par ses préposés de



plus bas prix que les Cours d'Angleterre & de Hollande ; & dans le tems même où le tabac s'y vendoit depuis 40 livres jusqu'à 60 livres tournois par quintal ; elle envoyoit en Amérique un agent, avec lequel elle avoit fait un traité pour lui en procurer à 30 livres du quintal rendu en France.

L'effet d'une conduite si contraire aux vrais principes du Commerce étoit inévitable. Elle détermina les Américains à prendre la route de Londres & d'Amsterdam. Quelques navires, destinés pour France, eurent l'ordre de s'arrêter dans la rade de l'Orient, sans décharger, & de repartir pour Londres, si, sur la première information, ils n'obtenoient pas de la Ferme un prix équivalent au prix anglois : ses préposés les mirent, par leurs propositions, dans la nécessité de remplir cet ordre. Cependant notre commerce avec les Américains étoit interrompu : ils n'apportoient plus de tabacs : l'agent de la Ferme n'avoit pu lui en procurer à 30 livres du quintal : elle en manquoit, & les suppléoit par des tabacs d'Europe, infiniment inférieurs en prix & en qualité.

Il faut dire ici que la Ferme ne peut se passer de tabacs d'Amérique, sans qu'il en résulte une détérioration très-remarquable à la fabrication, dont l'effet inévitable seroit d'ouvrir la porte à l'introduction frauduleuse dans le royaume de tabacs meilleurs, fabriqués dans l'Etranger.

Vers ce tems ( en Septembre 1784 ) le Parlement de Bretagne fit des démarches assez vives, relativement à la défectuosité du tabac en poudre débité dans la province. La Ferme craignant d'en découvrir la cause, c'est-à-dire, le dénuement absolu où elle se trouvoit de

tabacs d'Amérique, se hâta de faire venir, à grands frais, d'Hollande & d'Angleterre plusieurs cargaisons de ces tabacs qu'elle avoit elle-même éloignés de France.

*Traité de la Ferme pour son approvisionnement de tabacs avec un seul Américain.*

Ce fut à la fin de 1784, que la Ferme-Générale, dénuée de tabacs des Etats-unis, fit, à l'insçu du Commerce de France, un traité avec un Américain (le sieur Robert Morris) pour son approvisionnement de tabacs.

Elle s'engageoit à recevoir de lui 20,000 boucauds de tabacs par an, pendant 1785, 1786 & 1787, au prix de 36 livres le quintal.

Elle devoit recevoir les tabacs à leur arrivée; & quoiqu'elle fût dans l'usage d'exiger du commerce une allouance ou tare de 15 pour cent sur le poids, (c'est-à-dire, 5 pour cent de plus que ne pèsent les boucauds) elle consentit à ne déduire du poids brut des tabacs du sieur Morris, que le poids réel des futailles. Elle ajouta à cette faveur l'avance d'un million sans intérêts.

Les ports de Bordeaux, Morlaix, Dieppe & le Havre étoient les seuls où elle s'obligea à recevoir les tabacs: quant aux vaisseaux, le contrat engageoit le sieur Morris à préférer ceux qui seroient sous pavillon Américain ou François, mais sans lui en imposer la loi.



*EXAMEN du traité de la Ferme Générale avec le sieur Morris. Elle s'y méprend sur ses propres intérêts. Elle oublie ceux du commerce de la Nation. Contraste des effets du traité avec les plans & les principes du Ministère.*

AVANT de trouver dans les événemens mêmes les pernicieux effets de ce traité, plaçons nous au moment où il fut conclu, & nous verrons que cette convention très-importante à l'Etat, porta tous les caractères de la précipitation, puisqu'on y sacrifioit les intérêts de la Ferme Générale elle-même.

En effet avant que l'événement justifiât ce reproche on pouvoit aisément entrevoir que ce contrat lioit la Ferme sans assurer ses approvisionnemens; car il ne pouvoit arriver que de deux choses l'une.

Ou les tabacs alloient continuer à être rares & chers aux Etats-unis, ou bien une abondante récolte alloit en faire baisser le prix en Amérique.

Dans le premier cas, la fourniture de vingt mille boucauds étoit trop forte pour qu'on dût attendre le sacrifice volontaire de cinq ou six cent mille livres par an, qu'eût causé au sieur Morris la scrupuleuse exécution de ses promesses. Et à quel titre la Ferme eût-elle osé s'en flatter? Le traité étoit fait de manière qu'il n'obligeoit point le contractant à fournir à son détriment. La Ferme seule s'y étoit généreusement soumise à recevoir ses tabacs, sans que la moindre clause obligeât le sieur Morris à livrer la quantité fixée.

Dans le second cas, celui de baisse des prix aux

Etats-unis, la Ferme, sans contrat, étoit assurée de recevoir des tabacs des Américains à plus bas prix que ne stipuloit le traité.

On voit donc que dans toutes les hypothèses, la Ferme ne pouvoit que perdre à cette convention, puisque son exécution devoit nécessairement s'arrêter de la part du contractant au moment même où elle deviendroit avantageuse à cette Compagnie: & c'est ce qu'a bien prouvé la conduite du sieur Morris.

La Ferme devoit recevoir de lui,

Dans l'année 1785. 20.	} mille Boucauds.	} Chaque Boucaud pèse environ 900 liv. net de Tabac.
dito... 1786. 20.		
dito.... 1787. 20.		

mais il avoit compté sur une trop prompte baisse de prix en Amérique. Les tabacs continuèrent d'y être chers en 1785; aussi se trouva-t-il hors d'état de faire la fourniture. La totalité de ses envois pendant cette année, ne s'éleva qu'à 4783 boucauds; la plupart étoient même de qualité si inférieure, qu'il avoit pû facilement les acheter fort au dessous du Cours,

On croiroit qu'au moins en 1786, il s'empressa de suppléer le déficit qu'il venoit de causer aux approvisionnemens de la Ferme, & qu'il expédia, non-seulement les vingt mille Boucauds de cette année, mais aussi les 15317 Boucauds dont il étoit en défaut pour l'année 1785. Mais la cherté des tabacs ayant subsisté encore quelque tems, il n'avoit livré au mois d'août 1786, que 4362 Boucauds des 20 mille de cette seconde année.

Ainsi



Ainsi dans ces premiers vingt mois du traité, la Ferme qui avoit dû recevoir environ trente-deux mille Boucauds nécessaires pour sa fabrication n'en avoit encore que 9145. C'est ainsi qu'elle avoit assuré ses approvisionnemens. On sent de reste quel eût été le résultat de cette spéculation si les tabacs n'eussent pas diminué de prix.

Vers la fin de 1786 seulement, le sieur Morris comptait 20,884 Boucauds.

Enfin en 1787 dans la troisième année, & lors qu'une abondante récolte avoit produit une baisse de prix, il a fourni les 20,000 boucauds convenus; mais il a de plus assez compté sur la faveur que lui accorde la Ferme pour expédier les 15000 Boucauds qu'il s'étoit dispensé de fournir en 1785.

Ainsi la Ferme à qui ce contractant n'avoit expédié pendant les premiers vingt mois que 9000 Boucauds de tabac, en a reçu de lui 51 mille dans les 16 mois suivans: cette condescendance dont on ignore les motifs, a tout d'un coup rempli ses magasins & l'a surchargée d'un approvisionnement extraordinaire à prix plus élevés que n'eussent été dans les mêmes circonstances ceux du commerce. Ce sont là les avantages que cette Compagnie a retirés de son traité.

Mais si les véritables intérêts de la Ferme elle-même étoient oubliés dans ce contrat, que dire de la froide indifférence qu'on y marquoit pour ceux de la nation, & de l'étrange contradiction qu'il venoit opposer à toutes les vues connues du ministère?

Faisons-en le court rapprochement.

1°. L'administration avoit voulu attirer les Négocians

Américains dans nos Ports, & donner naissance par ce moyen à un cours d'exportations de marchandises de France pour les Etats-Unis : mais le traité par lequel ils devoient croire la Ferme pourvue de Tabacs, alloit les éloigner au contraire & diriger leur cargaisons vers des Ports étrangers où ils pussent espérer de les vendre. Quant au sieur Morris, payé de ses envois par ses traites sur l'Europe qu'il négocie en Amérique, il n'a jamais eu d'intérêt à faire des retours de marchandises de France ; & sa fourniture de tabacs équivalente à vingt millions tournois n'a point produit d'exportation du Royaume.

2°. On avoit affranchi des Ports convenables aux Américains & désignés par eux-mêmes, & ces mêmes Ports étoient interdits au sieur Morris pour l'expédition de ses tabacs. La Ferme lui en désignoit d'autres dans le traité.

3°. Par l'établissement des Paquebots, le ministère avoit voulu rendre faciles & célères les liaisons déjà commencées entre les Négocians des deux Nations. Le traité les anéantissoit toutes, au moins pour trois ans. Le sieur Morris d'un côté, la Ferme Générale de l'autre, remplaçoient en totalité les deux Nations.

4°. Enfin, ce contrat pouvoit avoir le résultat très-vraisemblable ; que pendant ces trois ans on ne vit pas une seule fois dans nos Ports flotter le pavillon Américain. Le traité n'imposoit point au sieur Morris l'obligation de charger ses tabacs sur navires françois ou Américains ; il devoit donc nécessairement leur préférer les Hollandois, les suédois, & autres, dont l'économique navigation diminue le taux du fret.



Tel étoit ce traité qui a eu depuis de si fâcheuses conséquences pour l'Etat. Il entre dans notre plan d'extraire des faits, la connoissance de l'esprit qui a dirigé la Ferme dans la gestion du commerce important que lui a confié le ministère. Cependant nous ne nous permettrons point d'inductions sur celui que développe l'examen détaillé du traité. Mais dans l'ignorance où nous resterons des causes qui donnèrent l'existence à une convention onéreuse en même tems & à la Ferme même & à l'état, la précipitation dont nous l'avons accusée ne paroîtra pas sans doute une sévère interprétation.

L'approbation verbale du Ministre des Finances qu'on dit avoir été obtenue pour ce contrat, ne changeroit ni son essence, ni ses effets. Un exposé aussi secret que le fut le traité, l'aura sans doute déterminée.

### §. I I.

1785. *Seconde époque de la conduite de la Ferme Générale. Le sieur Morris n'exécute pas son traité; les Américains apportent des tabacs à la Ferme qui, malgré ses besoins, les rebute encore. Plaintes du commerce; intervention du Ministère. Décision du Conseil, en faveur du Commerce, du 24 Mai 1786.*

Si le sieur Morris eût exécuté son contrat & fourni à la Ferme vingt mille boucauds de tabacs en 1785, l'éloignement des autres Négocians Américains en eût été la suite inévitable. Mais on a vu qu'il n'avoit pendant cette année expédié que 4783 boucauds. Les Négocians

Américains, témoins de ses opérations & du déficit de 15000 boucauds qu'alloit éprouver la Ferme, présument que s'ils fournissoient eux-mêmes à ses besoins, elle accepteroit avec empressement leurs tabacs, & leur en offriroit au moins le prix du traité. Ils expédièrent plusieurs cargaisons.

En les traitant équitablement, la Ferme Générale pouvoir partiellement réparer le mal que caufoit son contrat; mais lorsqu'elle vit dans les ports ces tabacs qui ne pouvoient plus lui échapper, elle ne pût résister à l'apais de l'extension de bénéfice qu'elle pouvoit s'y procurer; elle résolut, comme elle l'avoit essayé déjà dans le commencement de la paix, de forcer une rapide & forte diminution de prix. Elle dissimula ses besoins, & refusant d'accorder au commerce les prix du traité, elle n'achetoit que les tabacs qu'on lui cédoit aux prix & conditions fixés par elle-même, conditions que par gradation elle porta jusqu'à 20 pour cent au-dessous des prix dont le sieur Morris jouissoit.

Il en résultoit pour les propriétaires une perte énorme, puisqu'aux prix du traité même & avec un million tournois d'avance, le sieur Morris n'avoit pu fournir. Aussi s'accumula-t-il dans le seul port de l'Orient 6 à 7 mille boucauds de tabacs que le commerce ne put se déterminer à lâcher aux bas prix offerts par les Agens de la Ferme.

Les Américains & le commerce crurent alors devoir se plaindre au Ministère. Certains comme ils le sentoient des besoins de la Ferme, ils présument qu'elle ne les déguisoit & ne recevoit si mal leurs tabacs que



dans le dessein secret de favoriser le sieur Morris, & de lui aider à exécuter son contrat d'une manière lucrative. Ils en demandèrent la résiliation au Gouvernement ; ils la croyoient autorisée par l'inexécution de la part du sieur Morris, & par l'état de pénurie où il avoit laissé la Ferme.

Dès le mois d'Août 1785, leur Consul-Général en France, avoit présenté à M. le Contrôleur-Général contre le traité, le Mémoire ci-joint sous le N°. I.

Pour vérifier l'importance & la justice des réclamations du commerce, le Gouvernement choisit un Comité composé de Magistrats & de membres des divers départemens de l'Administration, aux séances duquel assisterent MM. les Fermiers-Généraux. Ils répondirent & verbalement & par des écrits aux griefs exposés au Comité, & la matière y fut longuement & contradictoirement discutée.

On y reconnut toute l'importance pour le Royaume du commerce de l'Amérique, & les effets pernicioeux du traité. Le résultat des conférences du Comité fut exprimé par un vœu datté du 8 Avril 1786, & remis à M. le Contrôleur-Général ; il portoit.

*Le Comité reconnoissant comme défavantageux aux deux nations le traité du sieur Morris, adresse à M. le Contrôleur-Général son vœu pour qu'il soit résilié ainsi qu'il sera de l'équité pour éviter toute lésion particulière.*

La Ferme sentant alors elle-même le coup-d'œil défavantageux sous lequel se présentoient sa gestion & son contrat, avoit fait au Comité la proposition d'encourager

par des primes les importations des tabacs Américains; en conséquence le Comité fit cette addition à son vœu.

*Il prend au surplus la liberté de représenter à ce Ministre, que, dans les deux cas de la résiliation ou d'exécution dudit traité, il y a toujours nécessité de régler le prix des tabacs d'Amérique, sans quoi la prime offerte par la Ferme-Générale pour attirer les Américains en France, deviendrait sans objet. Jugement sage, justifié par le fait; car dans le tems même où elle proposoit à l'Administration cet encouragement de prime, la Ferme continuoit de faire offrir dans les ports pour les tabacs qui s'y trouvoient, des prix toujours inférieurs à leur valeur. Au surplus, cette proposition de primes n'eut pas de suite.*

D'après ce vœu, le même Comité fut rassemblé à Bernis le 14 Mai 1785, en présence du Ministre des Affaires étrangères & de celui des Finances. MM. les Fermiers-Généraux y témoignèrent une forte répugnance à résilier le traité. C'étoit celui d'entr'eux qui avoit présidé à cette convention, qui avoit toujours assisté au Comité, & qui portoit la parole. Ils préférèrent à une résiliation du traité d'accepter le seul remède qui pût en atténuer les pernicioeux effets; c'étoit d'acheter les tabacs qu'apporteroient les Américains, & de faire cesser l'odieuse différence de traitement dont ils s'étoient plaints. En conséquence, le premier article de la décision porta, *qu'à l'expiration du traité, il n'en seroit plus fait de même genre; & par le troisième, la Ferme prit l'engagement exprimé en ces termes,*



*La Ferme Générale a pris l'engagement d'acheter pendant la durée du marché du sieur Morris seulement, les tabacs qui pourroient être fournis par le commerce, & apportés sur les bâtimens François ou Américains, jusqu'à concurrence de 12 à 15,000 bocauds par chaque année, aux mêmes prix & conditions stipulés par le traité avec le sieur Morris.*

Le dernier article portoit qu'il seroit donné communication aux Américains des articles de la décision. Elle fut en effet ministériellement annoncée aux Etats-Unis, & l'a été le 22 Octobre suivant, par une lettre imprimée de M. le Contrôleur-Général au Ministre Américain. On joint une copie de cette décision sous le N°. II.

Le Ministère crut encore alors pouvoir abandonner le commerce à lui-même.

Mais quelque solennelle & quelque précise que fût cette décision, elle ne pouvoit devenir efficace qu'autant qu'elle auroit été bien & loyalement exécutée. Il restoit donc à surveiller cette exécution : elle est demeurée entre les mains de ceux de MM. les Fermiers-Généraux qui avoient formé le traité du sieur Morris, & qui venoient de le défendre.

## S. I I I.

1786 & 1787. *Troisième époque de la conduite de la Ferme. Elle y conserve le même esprit. Inexécution de la décision du Conseil. Triste situation où elle réduit actuellement le Commerce.*

Il semble que les discussions qui avoient précédé le vœu du comité, que ce vœu même & la décision & l'engagement solennel de la Ferme qui l'avoit accompagnée, eussent dû influencer sur le système de conduite de cette Compagnie; cependant nous en allons encore retrouver l'esprit.

La décision du Conseil causa chez les Américains la plus vive sensation. Le jour même qu'elle fût publiée en Virginie (c'est la province qui cultive le plus de tabacs) l'assemblée législative rendit une loi qui exempta les vins & eaux-de-vie qui viendroient de France d'un droit assez considérable imposé sur ces liqueurs. Leurs vaisseaux se sont dès-lors empressés de venir en France; mais ils y ont trouvé les mêmes obstacles qui les avoient précédemment repoussés.

On trouvera & le plan, & la preuve du système de conduite constamment suivi par la Ferme - Générale, dans la lettre circulaire qu'elle écrivit à ses préposés, le 19 Juin 1786, relativement à la décision du Conseil, du 24 Mai, & qu'un heureux hasard a fait connoître au commerce: elle est jointe en entier au présent mémoire, sous le n°. 3.

Cette



Cette lettre énonce les ordres de la Ferme pour l'exécution de la décision de Bernis : elle porte » *Dans l'im-*  
 » *possibilité au surplus de fournir au payement de tous les*  
 » *tabacs*, existans dans les divers ports ; nous prendrons  
 » le parti de fixer chaque mois la proportion des achats  
 » qu'il nous sera possible de faire dans chaque port :  
 ( elle ajoute ) « cependant s'il y avoit dans votre port  
 » des chargemens connus pour n'être point venus d'Amé-  
 » rique directement & sur des vaisseaux François ou  
 » Américains, ils ne doivent pas jouir des faveurs accordées  
 » au Commerce Américain ; & ils rentrent dans la classe  
 » ordinaire pour les achats à prix défendus , & les al-  
 » louances d'usage dans le commerce. Il doit en être de  
 » même pour les nouvelles arrivées de ce genre ; & s'il vous  
 » étoit fait des propositions particulieres pour des tabacs  
 » venus directement d'Amérique par des vaisseaux Fran-  
 » çois ou Américains dont les consignataires désireroient  
 » d'accélérer la vente, il conviendrait de nous en infor-  
 » mer ».

Il n'est pas possible de développer plus clairement que ne le faisoit cette lettre , la résolution que prenoit dès-lors la Ferme de mettre des entraves dans l'exécution de la décision , & d'apporter des retards dans la réception des tabacs sur lesquels elle étoit dirigée , sous le prétexte apparent d'une impossibilité de fournir au payement , mais dans le véritable dessein de forcer les propriétaires par ces retards à désirer d'accélérer la vente de leurs tabacs , & à faire à la Ferme des propositions particulieres à prix défendus , & avec les allouances d'usage. Elle y annonce tout aussi clairement qu'elle ne compte pas se dispenser d'acheter les tabacs qui

ne seront pas venus directement d'Amérique ; & sur des vaisseaux François ou Américains. Et ces tabacs , produits d'une industrie étrangere , proscrits exprellément par les termes de la décision , & sur-tout par le patriotisme , sont d'avance bien-venus & naturalisés par la Ferme , dès qu'elle pourra les acheter à *prix défendu* , & avec les *allouances d'usage*. Ces allouances , c'est la tare des futailles sur laquelle , dans les achats à *prix défendu* , il y a un profit d'environ 5 pour cent (1).

Et c'étoit le 19 Juin 1786 , un mois après la décision , que la Ferme-Générale annonçoit de telles dispositions !

Elle y a été fidelle. Elle commença par mettre dans les premieres réceptions qu'elle ne pouvoit se dispenser de faire peu après la décision du Conseil , des lenteurs d'autant plus désespérantes pour les vendeurs que leurs tabacs , avant cette époque , étoient restés long-tems en magasin.

Elle a fait ensuite de nouvelles diminutions de prix sous divers prétextes de dégradations de qualité , & il est cependant de notoriété publique que le Commerce a généralement fourni de meilleurs tabacs que le sieur Morris. Elle a prolongé jusqu'à trois mois l'échéance à laquelle elle payoit autrefois ; quoiqu'envers le sieur Morris , elle observe

---

(1) La tare ou allouance équitable sur le poids des tabacs , doit être le poids réel des futailles ; c'est ainsi que sont reçus ceux du sieur Morris ; mais quand la Ferme traite à *prix défendu* , elle exige une allouance ou tare extraordinaire d'environ cinq pour cent au-delà de ce que pèsent réellement les boucands ; ainsi les vendeurs ne sont pas payés de tous les tabacs qu'ils livrent , & outre la perte sur le prix , ils en supportent une de cinq pour cent sur le poids.



toujours l'ancien terme d'un mois. Enfin elle a totalement cessé ses réceptions dans le port de l'Orient où les Américains affluent le plus ; de manière que dans ce même port (à 1000 boucauds près que la Ferme a reçus en Juin dernier) tous les tabacs arrivés depuis le mois d'Octobre 1786, au nombre d'environ 5000 boucauds, sont restés accumulés dans les magasins, & grèvent de frais, d'intérêts & d'inaction de fonds leurs malheureux propriétaires. Elle a continué plus-longtems ses réceptions dans les autres ports de France. On ignore le motif de cette différence de traitement.

L'encombrement de tabacs & la disette de fonds ont été allégués par la Ferme pour couvrir cette inexplicable conduite ; mais il s'est trouvé des magasins & des fonds pour les tabacs, *dont les consignataires désirant accélérer la vente, ont fait des propositions particulières, & ont cédé leurs propriétés à prix défendu, & avec les allouances d'usage ;* & pour les 16,000 boucauds de surchargement de fournitures qu'on a bien voulu recevoir du sieur Morris ; il s'en trouve encore pour une cargaison achetée depuis peu à Bordeaux à prix défendu, & pour des tabacs dont on vouloit traiter au Havre à 30 livres du quintal. Tous ces procédés sont de notoriété publique, mais ils sont de plus en partie consignés dans les états fournis par la Ferme elle-même.

Enfin actuellement on espère éluder absolument la décision du Conseil. On produit un état de tabacs, achetés du Commerce particulier en 1786 & 1787, qu'on présente comme remplissant l'exécution de l'engagement de la Ferme-Générale, & dans lequel on fait passer tous

les tabacs qu'elle a contraint les propriétaires à lui céder à bas prix & à tare forcée, soit avant, soit après la décision du Conseil. Elle y comprend même des tabacs reçus par un motif quelconque de propriétaires & de navires Anglois ou Etrangers, quoique la décision soit bien précise à cet égard; elle porte : *les tabacs apportés sur des navires François ou Américains.*

Cependant le résultat de cet état même, en le supposant sans erreur, se réduit à 16573 boucauds achetés par la Ferme au prix de la décision, ce qui est loin de 27000 boucauds, nombre moyen que son engagement l'oblige à recevoir. Les tabacs qu'elle s'est procurée à prix défendu, montent sur le même état à 5551 boucauds : cet état est produit dans les pièces justificatives du mémoire, sous le n°. 9.

Est-ce ainsi que doivent être remplies les intentions du ministère ? La décision, deux fois publiée, a attiré en France des tabacs d'Amérique : étoit-elle ou n'étoit-elle pas un engagement sacré envers leurs propriétaires ? En quoi consisteroit donc la foi publique ?

La Ferme a souvent été sollicitée par des représentations honnêtes & par de vives instances de la part des négocians de divers ports : on l'a instruite que sa conduite désoloit & éloignoit de France un commerce très-important pour l'Etat ; qu'elle contraignoit les négocians François à faire protester les traites des propriétaires des tabacs attirés en France par son engagement, & à laisser sans exécution leurs ordres pour des exportations de marchandises de France. La Ferme n'a eu aucun égard à ces réclamations : elle les a même plus d'une fois laissées sans



réponſe, & ce ſilence, on ne l'éprouve en France d'aucun miniſtre ni d'aucun corps. Une lettre aſſez détaillée, qu'une maiſon de l'Orient lui a adreſſée au mois de Juillet & qui eſt reſtée ſans réponſe, peut en ſervir de preuve : elle eſt produite dans les Pièces juſtificatives ſous le n°. 8.

Enfin les expoſans dont la poſition s'aggrave, & qui voyent que la Ferme a laiſſé s'écouler ſans leur rendre juſtice le tems déſigné par la déciſion du Conſeil, ſont forcés de ſ'adreſſer au miniſtere.

## SECTION QUATRIEME.

*Juſtification par les faits des faveurs accordées par le Miniſtere au commerce des Etats-Unis.*

### §. I.

*Exportations faites par les Américains du ſeul port de l'Orient en marchandises de France, du premier Janvier 1785, au premier Juillet 1787.*

Avant de motiver plus particulièrement leurs réclamations, les expoſans croient néceſſaire de mettre ſous les yeux du Gouvernement le Tableau des exportations que les importations Américaines ont produit en France par le ſeul port de l'Orient : elles donneront une idée de celles qui dans la proportion ont pu avoir lieu dans les autres ports : on y verra juſtifiés par les faits, les ſages motifs qui, au commencement de la paix, avoient dé-

terminé l'attention du Gouvernement en faveur du commerce de l'Amérique.

On a vu qu'en 1783 & 1784, le commerce des Etats-Unis avoit été languissant en France, & que le système de conduite de la Ferme pour les tabacs en avoit été la cause. Mais en 1785, l'exécution du contrat de la part du sieur Morris; & en 1786, la décision du Conseil ont attiré de nouveau les Américains.

On joint aux Pièces justificatives, sous le n°. 4, un Tableau du résultat de ce commerce dans le seul port de l'Orient, par lequel on verra que depuis le mois de Janvier 1785 au premier Mai 1786, les exportations de diverses maisons de ce port pour les Etats-Unis ont monté à . . . . . 2,100,000 l. tournois.

On verra dans l'état n°. 5, que depuis le premier Mai 1786 au premier Juillet 1787 ( d'après le tableau dressé par les préposés de la Ferme & par ordre du ministère à qui les états ont dû être remis ) 89 vaisseaux Américains ou François ont importé en tabacs ou autres objets pour une somme de . . . . . 4,372,241 l.

Le Tableau n°. 6 fera voir qu'ils ont réexporté en marchandises de nos fabriques & de notre sol ou de notre commerce des Indes pour une somme de . . . . . 1,369,486 l.

En marchandises de fabriques étrangères. . . . . 17,277 l.  
1,386,763 l.



*Ci-contre* . . . . . 1,386,763 l.

Pacotilles des Capitaines & Officiers. . . 311,500 l.

Dépenses des navires & équipages dans  
le port . . . . . , . . . . . 355,000 l.

---

2,053,263 l.

De plus les tabacs importés ne sont pas tous restés dans le Royaume ; il s'en est exporté pour la Hollande & pour le Nord pour une somme de . . . . . 200,000 l.

Et par les Interlopes Irlandois & Ecofois pour environ. . . . . 500,000 l.

Ces exportations eussent été plus considérables , si jusqu'à présent la Ferme n'avoit pas refusé de recevoir les tabacs qui sont à l'Orient depuis plus d'une année.

Mais quelques importantes qu'elles aient été , ces exportations directes ne sont pas le seul avantage que nous puissions attendre du commerce des Etats - Unis. Nous avons à présenter au ministère l'objet d'un bénéfice nouveau, fondé sur le commerce Américain. C'est celui des Interlopes Irlandois & Ecofois ; ils viennent acheter à l'Orient certaines especes de tabacs que l'affluence de cette production & le grand assortiment qui en résulte peuvent seuls leur procurer ; aussi est-il remarquable qu'ils ont progressivement & de plus en plus fréquenté le port de l'Orient , à mesure que les importations de tabac s'y sont accrues.

## Il est venu en navires Irlandois &amp; Ecoffois

En 1784	—	—	5	} 79 Navires.
1785	—	—	16	
1786	—	—	30	
Et en 1787, depuis le premier Janvier au 30 Avril, dernière époque des Etats qui appuyent le présent Mémoire ( c'est-à-dire, dans l'espace de 4 mois ) on en avoit vu entrer			28	

Ils importent peu de marchandises & nous payent quatre cinquièmes de leurs exportations en or étranger. Ils apportent des salaisons & des beures pour un cinquième : ce sont de petits bâtimens qui font ce commerce avec beaucoup d'activité. Ils exportent, outre les tabacs, des eaux de vie & autres objets d'affortimens qui leur conviennent.

On voit dans le Tableau joint aux Pièces justificatives, sous le n°. 7, que les exportations de ces 79 navires interlopes en tabacs, eaux de vie & autres objets des Etats-Unis & de France, montent à. . . 905,000 l.

C'est ainsi que les diverses branches de commerce se touchent & naissent l'une de l'autre.

Les détracteurs de ce commerce imputent aux Américains une sorte d'indifférence pour les facilités que leur a donné le ministère. Le fait devient ici la plus solide réfutation. Récapitulons ces exportations du port de l'Orient.

Exportations



Exportations du premier Janvier 1785	
au premier Mai 1786 . . . . .	2,100,000 l.
Exportations du premier Mai 1786	
au premier Juillet 1787 . . . . .	2,053,263 l.
<i>Idem</i> , des Irlandois & Ecoffois . . . .	905,000 l.
Tabacs réexportés dans le Nord . . . .	200,000 l.
Total . . . . .	<u>5,259,263 l.</u>

Ainsi le commerce des Etats-Unis a produit depuis 1785 jusqu'au mois de Juillet 1787, par le seul port de l'Orient, une somme d'exportations de 5,259,263 liv.

Que seroit-ce si avant & depuis la décision, toutes les opérations des Américains n'y eussent pas été contrariées ! Si leurs navires n'eussent pas été retardés ; si de promptes ventes à la Ferme leur eussent permis de disposer de leurs fonds à leur volonté, & de renouveler leurs expéditions.

On fait qu'il s'est fait des exportations assez considérables par les autres Ports, mais dont le Rédacteur n'a pat actuellement le détail.

En Mai & Juillet 1787, il est parti du seul port de Marseille trois cargaisons complètes de vins, eaux-de-vie, fruits & autres objets pour les Etats-Unis.

Les soixante mille boucauds de tabacs importés en vertu du traité du sieur Morris, ont coûté dix-neuf à vingt millions au Royaume, & n'ont produit aucune exportation qui puisse mériter d'être citée.

Si au contraire ces mêmes tabacs eussent été importés par le commerce, il en fût résulté des divers ports du

Royaume une masse d'exportations, qui, dans la proportion des données réelles que nous venons de présenter, doivent être évaluées au moins à dix ou douze millions.

On sent que ce défaut d'exportations devient un appauvrissement, une perte sèche pour l'Etat; puisque dix ou douze millions que la France pouvoit payer en produits de ses manufactures ou de son sol, ont été payés en especes par la Ferme Générale.

Les manufactures Angloises en ont eu le bénéfice. C'est là qu'ont passé la plus grande partie des traites par lesquelles le sieur Morris se rembourse de ses achats de tabacs. Ces opérations n'auroient pas peu contribué à continuer de tenir bas le taux du change avec l'Angleterre, qui depuis quelques années est constamment défavorable à la France.

Lors même que la Ferme par son contrat avec le sieur Morris se fût procuré un profit particulier de deux ou trois millions, ce bénéfice dédommageroit-il l'Etat de la perte que lui cause ce pernicieux contrat?

Mais ce bénéfice est lui-même une chimere; on a fait voir que le traité avoit été purement onéreux pour cette Compagnie même.

Ces maux sont irrémédiables, mais cinq ans d'expérience fâcheuse & soutenue assureront sans doute un avenir mieux combiné avec les intérêts de l'Etat. On sentira qu'un commerce aussi important que celui des Etats-Unis doit être continuellement sous la main immédiate du ministère; qu'on ne peut sans danger laisser dépendre son sort des opinions ou des procédés d'une compagnie particulière à privilège exclusif, puisque dans mille circonstances



& quelquefois même contre son propre intérêt, elle peut contrarier l'intérêt général.

Venons à l'aspect sous lequel le commerce d'Amérique, débarrassé des entraves qu'il a jusqu'à ce jour éprouvées, se présente pour l'avenir aux yeux de l'Administration.

### §. I I.

*Apperçu de l'importance que peut acquérir le Commerce des Etats-unis en France, lorsque, dirigé par le Ministère, il n'y sera plus contrarié.*

L'importance de ce commerce ne se borne pas pour nous aux seules exportations du Royaume. La France consommant une forte grande quantité de tabacs, est de plus très-avantageusement placée pour devenir l'entrepôt de ceux qu'elle ne consomme pas. Si les Américains sont bien traités en France, ils y apporteront toujours leurs tabacs avec empressement : ils seront sûrs d'y trouver un débouché annuel considérable & une vente prompte.

Or, comme les acheteurs viennent nécessairement où il y a le plus de marchandises, parce que c'est là que se trouvent les assortimens & le bon marché ; cette affluence des cargaisons Américaines forcera les Flamands, les Hollandois & les autres nations du Nord, dont la consommation moins forte que la nôtre se borne à certaines especes de tabacs, à venir les choisir dans nos Ports, ou à y porter leurs ordres.

Ils y viendront comme les Irlandois y viennent. Ils s'est déjà exporté diverses parties de tabac du port de

l'Orient pour la Hollande & pour le Nord. D'un autre côté, par une réaction ordinaire & naturelle, l'affluence des acheteurs augmentant pour les Américains la facilité des ventes & la célérité des opérations, ils préféreront nos Ports aux Ports étrangers qui ne leur offriront point le même attrait. Peu à peu la France deviendra le centre & l'entrepôt du commerce du tabac. A cette branche s'en joindront d'autres qu'elle aura nécessairement attirées; car, on l'a déjà dit, ces branches se touchent. Tout ceci est annoncé par la position des choses & par l'expérience de tous les tems; & ce n'est point par une autre marche que les nations les plus commerçantes se sont approprié les branches d'industrie & de commerce auxquelles elles ont dû leur prospérité.

La Ferme Générale recueillera elle-même des avantages durables d'une affluence de tabacs bien décidée. La certitude de ses approvisionnemens; le choix des qualités; le bon marché constant qui en résultent, suites naturelles d'une conduite fondée sur les véritables principes en matière de grand commerce, valent bien, sans doute, les bénéfices passagers, que, par une marche moins ouverte & des ventes forcées, on peut momentanément arracher aux Américains.

Le commerce du riz particulièrement, branche très-importante d'exportation d'Amérique, ne pourra nous échapper s'il est protégé par le Gouvernement.

Ce n'est donc point un objet de détail & de petite importance que les Supplians osent recommander à l'attention du ministère. Il est d'autant plus pressant dans ce moment où notre traité avec l'Angleterre frappe si désa-



avantageusement sur nos manufactures & sur notre commerce ; dans ce moment où toutes les nations s'efforcent de reprendre les branches d'industrie qui leur appartiennent.

## SECTION CINQUIEME.

*Situation actuelle des Négocians de l'Orient , d'après l'exécution de la décision du Conseil du 24 Mai 1786. Inégalité particulièrement onéreuse aux Exposans des procédés de la Ferme dans les divers ports. Réplique à quelques allégations de la Ferme sur ses moyens ou son indépendance.*

Si les Supplians étoient eux-mêmes propriétaires des tabacs livrés jusques à présent à la Ferme Générale & de ceux qui sont encore invendus , ils ne croiroient pas que leur cause en fût affoiblie ; mais ils offrent de fournir à telles personnes que le ministère voudra désigner , les preuves originales & authentiques que ces tabacs sont la propriété de négocians & d'habitans Américains des diverses Provinces & villes des Etats-Unis ; que ces habitans ont été déterminés à ces envois par la décision du Conseil & par les dispositions annoncées par les Ministres du Roi. De manière que ce commerce a réellement pris la marche à laquelle le Gouvernement desiroit de le voir tendre.

Mais le sort des Supplians est lié à celui de ces Propriétaires , à raison des fortes avances qu'ils leur ont faites sur leurs tabacs. Sans ces avances la plupart des Amé-

ricains ne pourroient envoyer leurs productions en France. La Ferme a été obligée d'avancer un million au sieur Morris. Les retards apportés par cette Compagnie à l'achat des tabacs & l'espoir qu'ont eu les Exposans de les voir bientôt cesser, les ont engagés à satisfaire aux besoins des Propriétaires Américains, & à laisser grossir leurs avances jusques à de très-fortes sommes. Leur crédit & leur fortune y sont engagés, & l'inexécution de la décision du Conseil pèse ainsi sur eux d'une manière aussi cruelle que sur les Américains mêmes. Si le ministère ne les tire pas de cette situation; s'il ne s'établit pas un nouvel ordre de choses, les négocians de France n'oseront plus faire d'avances aux Américains; & ce sera pour cette nation une autre cause d'éloignement, non moins décisive que celles que nous avons décrites. Cette inaction forcée de leurs fonds, cause aux Supplians un tort irréparable : elle les a empêchés de les employer à d'autres branches d'industrie, ou à hâter les progrès de celle-ci.

On peut voir dans la Lettre déjà citée (cotée n°. 8.) adressée à la Ferme Générale en Juillet 1787, comment elle a été instruite de la triste position où elle réduit les Exposans par le refus des tabacs du commerce : elle a su que le crédit & la fortune d'honnêtes négocians y étoient engagés. Qu'il leur soit permis d'exprimer ici l'impression douloureuse & la juste surprise qu'a dû leur causer dans leur position la froide indifférence avec laquelle leurs représentations directes à la Ferme ont été accueillies. Si ces réclamations étoient mal fondées, cette Compagnie ne leur devoit-elle aucune explication, mais seulement un silence dédaigneux ? Au reste, ce silence même sous



lequel la Ferme cherchoit à rester enveloppée, ne prouve-t-il sa propre conviction intérieure sur la justice des réclamations du commerce ? Si cette Compagnie n'a pas osé mettre par écrit quelques explications sur sa conduite, c'est qu'elle étoit bien sûre d'avance qu'après une réfutation facile, elles deviendroient pour elle un motif de condamnation.

Cependant tandis qu'elle refusoit les tabacs de la décision, la Ferme recevoit & payoit à leur arrivée tous les tabacs du sieur Morris, elle lui laissoit excéder de quinze ou seize mille boucauds les bornes de son traité pour la dernière année. Il sembloit qu'elle cherchât à désespérer ainsi le commerce pour éloigner enfin sa concurrence, & pour préparer par son éloignement & par le dénuement de tabacs qui en seroit la suite, la justification d'un nouveau contrat. (Car c'est sous le point de vue du dénuement où elle s'étoit trouvée de tabacs en 1784, qu'elle avoit fait excuser à Bernis l'existence de son traité; & c'est ce qui explique cette phrase justificative insérée dans le préambule de la décision. *Le Comité . . . . informé des circonstances dans lesquelles ce traité a été passé*). . . .

Mais permettra-t-on à la Ferme Générale de rejeter sur le commerce par des procédés désastreux pour lui, les inconvéniens de l'excès de faveur versé par elle sur le sieur Morris. Elle a eu des magasins & des fonds pour les tabacs de ce fournisseur si inexact, dont les valeurs vont se convertir en achats de marchandises Angloises. Peut-elle en manquer pour les tabacs nationaux !

La Ferme ne peut alléguer contre le commerce le défaut de fonds & de magasins. Quant aux fonds, elle

a déjà reculé de deux mois les termes des payemens au commerce, sans le dédommager par des intérêts pour ce retardement arbitraire : elle n'ignore pas qu'il se prêteroit sans difficulté à quelque prolongation sur l'échéance des lettres de change, rachetée par un intérêt au cours de la place. A l'égard des magasins, cet obstacle se réduit à huit ou dix sols par mois, que coûte pour chaque boucaud le loyer des mêmes magasins dont se sert le commerce.

Les exposans doivent faire remarquer que le port de l'Orient est victime de l'inexécution de la décision du Conseil, depuis beaucoup plus long-tems que les autres ports. Au mois de Juin dernier la Ferme recevoit encore les cargaisons entrées dans d'autres ports à des dattes bien postérieures tandis qu'elle n'avoit pas reçu des exposans un seul boucaud sur le nombre de 4000 arrivés à l'Orient depuis la date du premier Octobre 1786.

Cependant, c'est le port dont la position a toujours de préférence attiré les Américains, & qu'ils annonçoient eux-mêmes pouvoir devenir un jour le centre de leur commerce en Europe. Ainsi non-seulement le commerce des Etats-unis a été mal accueilli par la Ferme, mais de plus c'est précisément dans le port où il se portoit naturellement, où il se feroit le plus facilement étendu, qu'elle l'a le plus défavorablement traité.

Cette inégalité de traitement contraire & l'équité & les principes de bonne administration en matière de commerce. Il est de principe que le commerce attiré par certaines convenances de position & d'intérêt, ne se détourne point forcément ; qu'il faut lui laisser à lui-même le



le soin de juger de son intérêt, de ses convenances & des lieux où il les peut trouver. Très-sûrement les Américains seront meilleurs juges à cet égard que la Ferme Générale; & lors qu'elle aura maltraité leur commerce dans un port, elle ne doit pas prétendre qu'en les accueillant moins mal dans un autre, elle dédommage l'Etat.

En voilà assez sans doute pour démontrer l'impérieuse nécessité de la nouvelle & constante intervention du Ministère que les exposans oferont solliciter, après avoir préalablement conclu à l'exécution des engagements de la Ferme pris avec la sanction de sa Majesté, & en présence de ses Ministres.

Sans doute cette compagnie ne se persuade point qu'en lui accordant à bail la vente du tabac, le Roi ait pu aliéner le droit de diriger d'une manière avantageuse à l'Etat un commerce d'importance du premier ordre, lorsqu'il est prouvé que sans cette surveillance il pourroit totalement se détruire.

Dès que le privilège de la Ferme Générale la fait devenir administratrice en quelque partie susceptible de rentrer dans l'ensemble des opérations de l'Etat, ne reste-t-elle pas de plein droit sous la main des Ministres du Roi, seuls Administrateurs du Royaume?

Ces principes adoptés au commencement de 1786, par l'érection d'un comité d'Administration, ont été confirmés par la décision du 24 Mai 1786; leur nécessité est aujourd'hui consacrée par une double expérience.

Aureste on a vu si l'intérêt propre de la Ferme, n'exige pas qu'on l'empêche de faire des traités, & d'éloigner les propriétaires d'une denrée dont elle a un besoin absolu, &

dont elle pourroit même un jour fournir la moitié de l'Europe, si par sa constitution elle n'étoit pas constamment & inévitablement entraînée à appliquer au commerce des principes fiscaux.

### R E S U M É.

§. I. On a exposé l'importance dont avant son indépendance le commerce d'Amérique avoit été pour l'Angleterre : le tableau de ses importations pour l'année 1770, montoit à 77 millions tournois. Pendant la guerre, en 1782, il s'étoit exporté du seul port de l'Orient, pour 19 millions de marchandises de France.

§. II. De là, les motifs d'intérêt pressant que nous avons à l'époque de la paix de détourner ce commerce de l'Angleterre & de l'attirer en France.

1°. Intérêt d'affoiblir l'Angleterre.

2°. Intérêt d'enrichir le Royaume par les exportations de marchandises de France pour les Etats-unis.

3°. Nécessité de transformer en un commerce d'échanges, le tribut que nous feroit annuellement payer aux Etats-Unis le besoin absolu de leurs tabacs & de diverses productions.

Mais pour fonder ce cours d'échanges, il falloit commencer par attirer dans nos ports les navires & les productions des Américains, & leur y offrir l'intérêt d'une vente prompte & avantageuse de leurs denrées.

C'est ce qu'essaye le ministère par l'établissement des Paquebots, par l'affranchissement de deux ports & par des facilités dans les autres.



§. III. Mais la Ferme Générale, propriétaire exclusive du commerce du tabac (la principale branche des exportations des Etats-Unis & de nos besoins avec eux), fait une marche absolument contraire à celle des Ministres du Roi, & vient détruire tout le fruit de leurs vues étendues & patriotiques.

1°. En 1783 & 1784, elle éloigne les Américains, auxquels elle offre pour leurs tabacs, des prix toujours plus bas que les cours étrangers. Dès-lors leur intérêt, au lieu de les appeler dans nos ports, les en éloigne. Plusieurs cargaisons destinées pour la France, passent en Angleterre.

Notre commerce avec les Etats-Unis est interrompu. La Ferme manque de tabacs d'Amérique, dont sa fabrication ne peut se passer.

Sur les démarches du Parlement de Rennes sur la mauvaise qualité de tabac en poudre, la Ferme fait promptement acheter des tabacs d'Amérique à Londres & à Amsterdam. Elle fait un traité avec le sieur Morris pour une fourniture de 20 mille boucauds de tabacs par an, pour les années 1785, 1786 & 1787. Septembre 1784.

Ce traité, trop secrètement fait pour que le commerce puisse l'empêcher par ses représentations, vient réduire à une complète inutilité, les Paquebots, les franchises & autres arrangemens du Ministère, relativement aux Etats-unis. Il rompt au moins pour 3 ans toutes liaisons individuelles entre les Négocians des deux nations. Le contrat est même fait de manière qu'il expose la France pendant ce terme à ne pas voir un seul pavillon Américain dans

ses ports. Et trois ans suffisent bien pour perdre & porter ailleurs un commerce.

Ce traité est même onéreux aux intérêts de la Ferme même. Elle ne peut qu'y perdre & jamais y gagner. Il la lie défavorablement pour 3 ans, & n'assure point son approvisionnement. Les faits le prouvent. Tant que les tabacs ont été chers en Amérique, le sieur Morris s'est dispensé d'exécuter son contrat. Dès qu'une bonne récolte les a fait baisser, il l'a surchargée par ses envois. Dans les premiers 20 mois du traité, il lui fournit avec peine 9000 boucauds de tabacs; dans les 16 suivans, il l'accable de cinquante-un mille.

2°. Cependant les Négocians Américains, témoins de la pénurie où le contractant laisse la Ferme, y suppléent par des envois de tabacs. La Ferme leur doit au moins le prix du traité. Elle dissimule ses besoins, baisse ses offres jusqu'à 20 pour cent au-dessous, & refuse celles du commerce. Les cargaisons invendues s'accumulent à l'Orient.

Le commerce se plaint. Un Comité d'Administration est nommé. Les Fermiers - Généraux y défendent leur traité & leur conduite dans de longues discussions, & verbalement & par des écrits.

Le 8 Avril 1786, le vœu du Comité demande la résiliation du traité, *comme défavorable aux deux nations.*

Il est suivi d'une décision du Conseil du 24 Mai 1786. La Ferme s'y engage à recevoir du commerce en 1786 & 1787, tems de la durée du traité, 12 à 15 mille boucauds de tabacs par an, aux conditions de ce traité.



3°. La Ferme-Générale ne change ni de principes, ni de procédés ; & trois semaines après, dans une lettre circulaire d'ordre à ses préposés relativement à la décision, elle annonce l'esprit qui va la diriger encore. Elle y prépare des lenteurs dans les réceptions des tabacs du Commerce désignés par la décision, dans le dessein de forcer, selon les expressions de la lettre, *les propriétaires à désirer d'accélérer la vente, & à lui faire des propositions particulières, à prix défendu & avec les allouances d'usage.* Elle y permet les achats des tabacs venus sur vaisseaux étrangers, d'Angleterre ou d'ailleurs que des Etats-Unis. Elle se conduit ensuite conséquemment à ce plan. Elle ne reçoit à l'Orient que les tabacs arrivés avant le mois d'Octobre 1786 ; & depuis cette époque, sur environ 5000 boucauds qui y sont entrés, elle n'en a reçu que 1000 dans le mois de Juin.

Les exposans ont représenté dans le plus grand détail à la Ferme le tort considérable qu'elle faisoit au Commerce d'Amérique. Elle n'a pas osé mettre par écrit une réponse à leurs représentations ; & ce silence seul prouve sa propre conviction sur sa conduite.

C'est ainsi qu'elle a réussi à n'acheter jusqu'à présent du Commerce qu'une partie des 27,000 boucauds, terme moyen du nombre de tabacs fixé par la décision du Conseil. L'état qu'elle fournit elle-même, porte ses achats aux prix de la décision à 16,573 boucauds. Mais sur cet état même, il y a diverses déductions à faire.

C'est par cette suite de procédés arbitraires de la Ferme, que les vues du Ministère & la protection accordée

au Commerce d'Amérique ont été contrecarrées, & que l'existence future de ce Commerce est encore incertaine.

§. IV. Cependant les Américains ont d'avance payé à la France le prix de la protection du ministère, par les exemptions de droits dont ils nous ont favorisés, & par leurs exportations de marchandises de France.

Le tableau des exportations qu'ils ont faites du seul port de l'Orient (y compris celles que l'affluence des tabacs y a déterminée pour l'Irlande & l'Ecosse) monte du premier Janvier 1785 au premier Juillet 1787 à 5,259,263 livres tournois. Il s'en est fait plusieurs des autres ports, & cependant on fait comment ce Commerce a été contrarié.

Les 60,000 boucauds du fleur Morris n'ont produit aucune exportation de France. Leur valeur, d'environ vingt millions tournois, est allé enrichir les manufactures Angloises.

La Ferme a de cette maniere privé l'Etat d'une exportation proportionnelle qu'on ne peut évaluer moins de douze millions.

Si les importations de tabacs étoient favorisées, la France est située pour en devenir le centre & l'entrepôt pour les autres Nations. Cette branche acquise lui donneroît une forte prépondérance pour les autres qu'elle entraîneroit en partie.

§. V. Les Exposans souffrent autant que les Américains des refus que fait la Ferme de leurs tabacs. Les avances qu'ils leur ont faites, encouragés par la décision du Conseil, deviennent accablantes pour eux, & très-



nuisibles au commerce d'Amérique embarrassé par cette stagnation de fonds.

On a vu l'inégalité de traitemens de la Ferme. Elle refuse à l'Orient des tabacs arrivés depuis beaucoup plus long-tems que les tabacs acceptés par elle dans les autres ports ; & c'est dans celui où les Américains affluent par choix qu'elle les rebute davantage. Par cette dureté envers le Commerce, mise en opposition avec les faveurs versées sur le sieur Morris, on sembleroit avoir voulu préparer la justification d'un nouveau traité.

La Ferme ne peut manquer de fonds ni de magasins pour remplir son engagement ; d'ailleurs, un dédommagement d'intérêts au cours de la place, & dix sols par boucaud de tabac par mois la mettroient à l'aise à cet égard.

Si la Ferme se trouye surchargée de tabacs comme on vient de le voir, ce n'est que pour avoir favorisé d'une maniere particuliere son contractant. L'achat de soixante mille boucauds est perdu pour la nation. Elle a bien volontairement elle-même cherché à faire ce traité : elle l'a défendu & protégé malgré l'inexécution de la part du sieur Morris : elle a bien voulu recevoir en 1787 ce qu'il avoit manqué de fournir en 1785. Il est bien temps qu'elle reçoive les tabacs venus en vertu de la décision. Il est bien temps de voir cesser enfin cette éternelle contradiction de la Ferme Générale, qui évitant l'œil des Ministres & détruisant d'un côté ce que le Gouvernement veut édifier de l'autre, viendroit couvrir d'un vernis de dérision les décisions & les projets de l'admi-

nistration les plus sages & les plus authentiquement annoncés.

Cette Compagnie ne peut objecter aucune considération fiscale, qui ne cede à l'important intérêt du commerce. Le Fisc ne se nourrit que des richesses amenées dans le Royaume par le commerce extérieur; & si ce dernier par une balance avantageuse d'exportations ne faisoit pas rentrer tous les ans dans l'Etat les sommes que le Fisc dépense au - dehors & les rentes qu'il paie à l'étranger, on pourroit d'avance fixer l'époque à laquelle il ne resteroit pas un écu dans le Royaume.

Les Exposans considèrent donc comme pressans & comme d'une importance du premier ordre les objets traités dans ce mémoire.

*Fixation de la quantité de tabacs désignés par la décision  
du Conseil.*

Les Exposans, avant de conclure, doivent prévenir le Gouvernement sur l'explication que la Ferme Générale pourroit donner à la décision, relativement au terme auquel elle doit commencer. La décision du Conseil ordonnoit que la Ferme recevoit 12 à 15000 boucauds de tabac par an, aux mêmes prix & conditions stipulés par le traité du sieur Morris. Elle fut prononcée le 24 Mai 1786, mais les plaintes du commerce duroient depuis six mois, & il souffroit depuis plus long-tems. Les mémoires avoient été remis en Décembre 1785. La décision fut retardée par le temps fort long que la Ferme prit pour répondre; par les discussions qu'elle occasionna;  
par



par les intervalles des séances; mais les tabacs n'en étoient pas moins accumulés depuis plusieurs mois.

En jurisprudence, les droits & les dommages sont adjugés du jour de la demande & non du jour du jugement. Si un principe contraire pouvoit être admis en cette affaire & dans toute discussion du commerce avec la Ferme Générale, l'intérêt qu'elle auroit à les faire traîner en longueur, deviendrait aussi pernicieux que le mal même : prolonger pour elle, seroit gagner sa cause; puisque le commerce lassé & dépourvu des moyens d'attendre, est enfin réduit à céder. La décision a donc évidemment porté sur les tabacs qui étoient accumulés depuis près d'un an dans les ports. La Ferme Générale l'a reconnu elle-même, puisqu'elle a commencé à exécuter la décision par ces mêmes tabacs.

Enfin, l'esprit & la lettre de la décision du Conseil, ayant été bien évidemment de traiter le commerce particulier à l'instar du contrat de M. Morris, dont on vouloit ainsi amortir les fâcheux effets; il n'est pas douteux que l'année de la décision ne soit pour les particuliers ce qu'est pour le sieur Morris l'année du traité. Or, puisqu'il avoit toute l'année 1786 pour fournir les vingt mille boucauds, (& l'on sait qu'il a porté bien plus loin cette liberté) le commerce que lui associoit la décision, avoit indubitablement l'année entière pour fournir les 12 à 15000 boucauds fixés. Si le Conseil avoit eu une intention contraire, la décision eût été différemment exprimée; elle eût désigné numériquement la totalité des tabacs que devoit fournir le commerce; elle n'en eût pas laissé la fixation à faire arbitrairement dix-neuf mois après par

la Ferme Générale. Elle a donc eu à acheter 12 à 15000 boucauds en 1786 & 12 à 15000 boucauds en 1787. Ce seroit l'un dans l'autre 13500 boucauds par an, & en totalité vingt-sept mille boucauds que la Ferme a pris l'engagement de recevoir du commerce, aux prix & conditions du traité du sieur Morris & de vaisseaux Américains ou François.

### C O N C L U S I O N S.

Les Exposans produisent sous le N°. 9, l'état fourni par la Ferme Générale, des tabacs qu'elle a reçus des particuliers en 1786 & 1787, avant & depuis la décision du Conseil du 24 Mai 1786. D'après lequel elle auroit reçu aux prix de la décision 16573 boucauds de tabacs.

Mais il y a sur cet état quelques erreur, & les Exposans y trouvent 3122 boucauds contraires à l'engagement exprimé par la décision, ainsi que 597 boucauds qui pourroient être admis seulement après les détails que la Ferme devoit donner sur leur origine.

L'état des reprises des Exposans se trouve joint aux Pièces justificatives sous le N°. 10. Il en résulte que la Ferme, qui selon son engagement devoit recevoir du commerce en 1786 & 1787 27,000 boucauds de tabac, n'a réellement reçu aux termes de la décision que . . . . . 12,854 bouc.

Qu'elle a à donner des renseignemens



*Ci-contre* . . . . . 12,854 bouc.

sur 597 boucauds, sur l'origine desquels  
l'état laisse quelques doutes . . . . . 597 bouc.

---

13,451 bouc.

Déficit dans l'exécution de la décision  
du Conseil, & que la Ferme doit encore  
recevoir du Commerce . . . . . 13,549 bouc.

---

27,000 bouc.

---

La Ferme Générale a donc à recevoir 13,549 boucauds de tabacs, sauf à éclaircir l'article de 597 boucauds douteux.

En conséquence, les Exposans osent conclure à ce que vu les lenteurs & retards volontaires qui oppriment le commerce depuis si long-temps; retards que la Ferme fait sur-tout peser avec une inégalité marquée sur les Exposans, puisqu'elle a reçu dans les autres Ports les tabacs arrivés jusqu'en Mai ou Juin, & qu'elle leur laisse sur les bras des tabacs arrivés depuis un an, ce qui les met dans une situation fâcheuse & pressante: le ministère veuille bien ordonner.

1°. Que la Ferme Générale recevra provisoirement dans le port de l'Orient & sans délai la quantité de 3500 boucauds de tabacs, par ordre de dates d'arrivée, & aux termes de la décision du Conseil du 24 Mai 1786, & qu'elle justifiera avant la fin du présent mois de Janvier des ordres donnés par elle à cet égard.

2°. Qu'elle complètera l'exécution de la décision de Bernis par l'achat des 10,049 boucauds qui resteront à recevoir (sauf à ajouter la quantité de 597 boucauds douteux) & que cet achat se fera dans tous les ports indifféremment, sans préférence, en suivant les dates d'arrivées pour l'ordre de réception, de manière que les tabacs arrivés par exemple à l'Orient en Novembre, ne soient reçus qu'après ceux qui seroient arrivés en Octobre à Bordeaux ou ailleurs, & *vice versa*, ce dont elle justifiera avant la fin de Février 1788, par des états détaillés des arrivées & des ordres qu'elle aura donnés à ses préposés pour chaque port.

3°. Que les propriétaires des tabacs retardés seront autorisés à ajouter à leurs factures 45 sols tournois par boucauds, par chaque mois de retard que leur a fait supporter la Ferme sur les tabacs arrivés depuis la décision, pour représenter les intérêts & le magasinage; en déduisant cependant deux mois depuis la date de l'arrivée.

Et que si quelque besoin momentané porte M. M. les Fermiers - Généraux à prolonger le terme des lettres qu'ils fourniront en paiement au-delà du terme du traité, ils en bonnifieront l'intérêt aux vendeurs au cours de la place.

4°. Et attendu que la démonstration des pernicioeux effets du traité du sieur Morris pour la Nation, après avoir été reconnue par le vœu du Comité & par la décision du Conseil, a été portée depuis par les faits jusqu'à l'évidence. On demande que d'après l'article premier de cette décision, il soit sévèrement défendu à la Ferme Générale de faire aucun traité du même genre, mais même, sous



quelque prétexte que ce soit, de donner aucune suite ou prolongation à ce traité terminé depuis le premier Janvier 1788 ; ni de recevoir dorénavant à plus haut prix ou plus célérement que ceux de tout autre particulier , les tabacs de ce Négociant ou de tout autre. Les faveurs dont l'a comblé la Ferme ont déjà trop coûté à l'Etat.

Comme le traité du sieur Morris est expiré le premier Janvier , & attendu que la loi doit être réciproque , il paroît juste en même tems de proposer , que si la quantité de tabacs du commerce qui se trouveront arrivés dans les divers ports jusqu'au 31 Décembre 1787 n'est pas assez considérable pour compléter les 27,000 boucauds fixés par la décision , la Ferme n'en sera pas moins sensée avoir rempli son engagement, dès qu'elle aura reçu tous les tabacs entrés dans les ports jusqu'à cette même époque.

5°. Que pour assurer l'exécution de l'article ci-dessus, il soit ordonné que dorénavant & comme l'explique l'article 2 de ces conclusions, la Ferme Générale ne pourra dans ses achats de tabacs Américains intervertir l'ordre des dattes d'arrivées dans tous les ports pris ensemble , de maniere que tous les tabacs arrivés dans un mois dans les divers ports de France , seront reçus avant ceux qui entreront dans quelque port que ce soit dans le mois suivant.

Ainsi , le commerce Américain ne sera plus contrarié. Il se portera de lui-même où l'attireront les convenances qui peuvent le fixer. Sans cette règle la Ferme feroit encore la maitresse de faire souffrir la majeure partie du commerce dans un ou deux ports propres aux Américains,

en feignant d'en favoriser une portion dans les places qui leur conviennent le moins.

6°. Les arrangemens ci-dessus nécessitent une fixation de prix faite d'avance. On sent que l'obligation d'acheter imposée à la Ferme, devient illusoire si elle reste maîtresse des prix; ce seroit rouvrir la porte aux procédés arbitraires, aux préférences & aux traités secrets; mais aussi il se trouve divers inconvéniens à le fixer publiquement long-tems à l'avance, comme le traité y avoit obligé le ministère à l'époque de la décision: Il ne faut pas que la fixation de prix en Europe puisse influencer sur ceux des États-Unis.

Il est un moyen aussi simple que juste de concilier les droits de tous & les intérêts de l'État.

C'est d'arrêter ce prix tous les quatre mois à un taux équitable, d'après le cours de l'étranger, & de la même manière que se fixent les prix des denrées coloniales pour le droit du Domaine d'Occident.

7°. Enfin, vu l'importance de cette branche d'administration, & la nécessité prouvée de surveiller continuellement l'exécution des plans du ministère. Les Exposans osent humblement proposer qu'il soit désigné tel conseil ou comité permanent d'administration spécialement chargé de veiller à l'exécution fidelle de la décision du 24 Mai 1786, ainsi que de celles qui pourront suivre, comme aussi de rendre provisoirement & célérement justice au commerce. Ce comité présideroit à la fixation des prix.

Sans un tel établissement, quelques ordres que le ministère donne à la Ferme, le commerce sera toujours languissant. Ses maux par de tardifs redressements ne seront



jamais réparés ; les plaintes , les débats renâîtront sans  
cesse ; les Négocians François découragés refuseront des  
avances aux Américains ; ceux-ci s'éloigneront ; & la France  
perdra totalement un commerce intéressant qu'il semble  
facile de conserver & d'étendre.

---

## CONSULTATION.

**L**E CONSEIL soussigné qui a pris lecture du mémoire ci-dessus :

ESTIME que les demandes formées par les Négocians de la ville de l'Orient sont les suites naturelles & nécessaires de la décision que le Conseil a rendue le 24 May 1786; que l'intérêt de l'Etat, autant que l'intérêt des Négocians, exige que cette décision reçoive une pleine exécution.

Le traité exclusif fait par la Ferme Générale avec le sieur Morris étoit nuisible à l'Etat, désavantageux à la Ferme Générale elle-même. Il écartoit de nos ports pour trois ans & peut-être sans retour les navigateurs Américains. Il faisoit sortir de France plus de vingt millions en especes, parce qu'il ne donnoit lieu à aucune exportation. Enfin il exposoit la Ferme Générale à manquer de tabac lorsque cette denrée étoit chere, & à le payer au-dessus du cours lorsque le prix baissoit. En conséquence l'article premier de la décision, porte qu'à l'expiration du traité *Il n'en sera plus fait du même genre.* On est donc fondé à demander qu'il soit défendu à la Ferme Générale de faire avec aucun Négociant un traité exclusif, & de donner sous quelque prétexte que ce soit aucune suite ou prolongation à celui fait avec le sieur Morris.



Par l'article 3, de la décision la Ferme Générale a pris l'engagement d'acheter pendant la durée du marché du sieur Morris, seulement les tabacs qui pourroient être fournis par le commerce & apportés sur les bâtimens François ou Américains, jusqu'à concurrence de 12 à 15,000 boucauds par chaque année, au même prix & conditions stipulées par le traité avec le sieur Morris.

Il est hors de doute que d'après cet engagement, la Ferme Générale devoit recevoir du commerce en 1786 & 1787, 27,000 boucauds de tabac. Ceux qui lui ont été fournis par des vaisseaux François & Américains, ceux qu'elle a acheté au-dessous du prix fixé par la décision du Conseil, ne doivent point entrer en déduction de ces 27000 boucauds. Or comme d'après ses propres états elle n'a reçu, en les supposant sans erreur, que 16573 boucauds au termes de la décision, quantité réduite à 13431, par les erreurs relevées dans le mémoire, elle a donc encore à acheter pour les années 1786 & 1787 13549 boucauds, encore y en a-t-il 597 sur l'origine desquels on paroît en droit de lui demander des explications.

L'équité exige que cet achat se fasse dans tous les ports indifféremment, en suivant les dates d'arrivées des cargaisons,

Cependant comme la Ferme Générale a cessé de prendre des tabacs à l'Orient, beaucoup plutôt que dans les autres ports, distinction qui peut avoir pour les Négocians de cette ville les suites les plus fâcheuses, il est de toute justice que la Ferme Générale reçoive provisoirement & sans délai dans le port de l'Orient une

quantité déterminée de boucauds de tabac , proportionnée à leur besoins & à l'importance dont ce port est devenu pour le commerce des Etats-Unis. La quantité de 3500 paroît modérée & justifie la demande provisoire des Négocians de l'Orient.

Il est démontré par les raisonnemens & par les faits, que les retards affectés que la Ferme Générale a apportés à l'exécution des engagemens qu'elle avoit pris par la décision du 24 Mai 1786, ont causé au commerce un tort réel ; il est de notoriété publique qu'à peine cette décision a-t-elle été connue en Amérique , les cultivateurs se sont empressés de faire partir des cargaisons pour la France.

Puisque la plupart de ces cargaisons sont restées depuis plus d'un an dans le port de l'Orient , & que les propriétaires ont à supporter à la fois & le défaut des rentrées de leurs fonds & les frais de magasin , il est juste que la Ferme Générale les dédommage du tort qu'elle seule leur a fait éprouver , ils sont même fondés à demander qu'on les autorise à ajouter à leurs factures une somme quelconque par boucaud , pour chaque mois de retard que leur a fait supporter la Ferme sur les tabacs arrivés depuis la décision , pour représenter les intérêts & les frais de magasins.

Cependant comme une cargaison ne doit & ne peut pas être livrée à l'instant où elle arrive , les Négocians consentent que les mois de retard ne commencent à courir que deux mois après la date de l'arrivée de la cargaison.

Quant aux autres objets de conclusions des Négocians de l'Orient , le Conseil les juge fondés , d'après ce qu'ils



ont souffert sous le régime actuel, à solliciter les arrangemens qui peuvent y servir de remède. Il estime qu'en effet si la Ferme Générale restoit maîtresse de déterminer à son gré, le prix des tabacs, comme elle est en France le seul acheteur, elle pourroit toujours, en donnant de cette denrée un prix trop bas, écarter le commerce sans retour.

C'est à l'administration à régler ce prix à certaines époques de l'année, tous les quatre mois, par exemple, comme on l'a proposé pour éviter les inconvéniens qui pourroient résulter d'une fixation publique faite long-tems d'avance.

Pour que cette fixation puisse être faite avec connoissance de cause, pour que le jugement des discussions qui peuvent s'élever entre les Négocians & la Ferme Générale, n'éprouve point de ces regards qui causent toujours au commerce un tort irréparable, pour que les plans du Ministère puissent être suivis avec cette exactitude & cette tenue qui seules peuvent en assurer le succès, il n'est qu'un moyen, celui que les Négocians de l'Orient ont proposé; c'est l'établissement d'un Conseil ou comité permanent d'administration spécialement chargé de veiller à l'exécution de la décision du 24 Mai 1786 & de celles qui pourront suivre; de rendre provisoirement & promptement justice au commerce & de présider à la fixation équitable des prix des tabacs.

D'après les faits exposés dans le mémoire, on ne peut douter que le Gouvernement vera bientôt sous les yeux, sous la protection de ce Comité, une branche intéressante de commerce se développer & prendre un

accroissement rapide. Accoutumés à apporter leurs tabacs dans nos ports , les Américains y verseront toutes les productions de leurs climats , ils emporteront nos denrées en retour & la France se trouvera l'entrepôt du commerce le plus florissant & le plus utile.

Délibéré à Paris , par Nous Avocat aux Conseils du Roi , ce 8 Janvier 1788. Signé PERIGNON.

*UNE Lettre d'une des premieres maisons de Philadelphie à une maison de l'Orient, reçue depuis l'impression du présent Mémoire, fera mieux connoître que tout raisonnement les dispositions que la conduite de la Ferme Générale, a fait naître aux Etats-Unis; elle est du 20 Octobre 1787. Voici comme elle s'exprime :*

#### TRANSLATION.

WE shall be happy to serve your views as to consignments when in our power. But whilst the Farmers refuse Tobacco from individuals and discourage their shipping it, as they have lately done, there can not much commercial inter course be expected between the two countries, especially when, as of late, they dis regard such obligations as that of the committee of Berni, and leave many on this

NOUS nous estimerons heureux de servir vos vues, relativement à des consignations (de tabac) lorsque cela sera en notre pouvoir. Mais tant que la Ferme Générale refusera les Tabacs des particuliers & les découragera d'en embarquer, comme elle a fait dernièrement, on ne peut pas attendre de grandes relations de commerce entre les deux pays, particulièrement lorsque comme elle vient de le faire, elle méprise des engagements du genre de ceux du comité



de Bernis, & laisse plusieurs personnes d'ici devenir dupes de la confiance qu'elles y avoient mise. Nous espérons d'apprendre qu'il y aura eu quelque changement favorable dans cet objet, &c.

side the dupes of the confidence reposed in them. We hope to hear some favorable change has taken place in this matter. . . .

---

E T A T

DES PIECES JUSTIFICATIVES.

N<sup>o</sup>. I. Mémoire du Consul général des Etats - unis en France , adressé à M. le Contrôleur-général , au sujet du traité de la Ferme avec le sieur Morris , du 19 Juin 1785.

N<sup>o</sup>. II. Décision du Conseil , du 24 Mai 1786.

N<sup>o</sup>. III. Lettre circulaire de la Ferme à ses Préposés , par laquelle elle prépare les entraves qu'elle a depuis apportées à l'exécution de la décision.

N<sup>o</sup>. IV. Exportations des Américains , par le seul port de l'Orient , du premier Janvier 1785 , au premier Mai 1786 . . . . . 2,100,000 l.

N<sup>o</sup>. V. Importations des Américains dans le même port , du premier Mai 1786 , au premier Juillet 1787 . . . . . 4,372,241 l.

N<sup>o</sup>. VI. Exportations desdits par le même port , du premier Mai 1786 , au premier Juillet 1787 . . . . . 2,753,263 l.

N<sup>o</sup>. VII. Exportations des Irlandois & Ecoffois . . . . . 905,000 l.

N°. VIII. Lettre d'une maison de l'Orient à la Ferme générale en Juillet 1787, où, après divers refus qu'elle avoit faits de tabacs, on lui expose les suites fâcheuses de sa conduite pour le commerce des Etats-unis.

N°. IX. Etat fourni par la Ferme générale, des tabacs qu'elle a achetés aux termes de la décision du Conseil, montant à 16,573 boucauds.

N°. X. Redressement de cet état, qui le réduit à 13,541 boucauds.

---



---

# PIECES

## JUSTIFICATIVES.

---

N°. I.

Paris, le 26 Août 1785:

*MÉMOIRE donné par M. Barclay, Consul général des  
États-unis de l'Amérique, à Monseigneur le Contrôleur  
général.*

UN Contrat pour la livraison des Tabacs à la Ferme, tel que celui qu'on dit avoir été conclu, c'est-à-dire, pour une quantité à peu près égale à la consommation de deux ou trois ans, doit verser naturellement tout le Commerce des Tabacs entre l'Amérique & la France dans les mains de deux ou trois individus; car il est à présumer que lorsque ce contrat sera connu en Amérique, personne, à l'exception de ceux qui sont engagés par ce Contrat, n'osera charger du Tabac pour la France, vu le peu d'espoir que l'on aura d'en trouver un débit raisonnable; ce principe de monopole doit être injurieux à la France à tous égards : car le débouché étant, pour ainsi dire, fermé ici par ce Contrat, les Américains se trouveront dans la nécessité d'envoyer leurs Tabacs ailleurs, & par le retour de leurs bâtimens recevront les Marchandises provenant des Manufactures de ce Pays, au lieu de celles de la France. Il est possible & même probable que ceux qui ont fait ce Contrat, prennent quelques

denrées Françaises en retour, mais il est certain que la quantité en seroit infiniment plus conséquente, si le commerce étoit libre & ouvert.

Le monopole du Tabac en France en entraînera un second en Amérique, & le Commerce réciproque des deux Etats sera restreint aux personnes seules qui ont fait le Contrat. Cette circonstance sera suivie d'une rivalité (il est à craindre, peu favorable aux Fabriques de France) entre les contractans, qui seuls tireront des Fabriques Françaises, & le Commerce en général; car ces derniers tireront leurs denrées des endroits où ils trouveront un débit pour leurs Tabacs, & useront de tous leurs moyens pour s'en assurer un débouché en préférence. On peut même craindre que les lettres de change tirées de l'Amérique pour le Tabac contracté, ne soient remises en Angleterre pour l'achat de leurs Fabriques, ce qui ne pourroit qu'ajouter au désavantage entre la France & l'Angleterre, déjà trop onéreux, puisqu'il perd dans ce moment près de 10 pour 100.

Il étoit à présumer qu'en conséquence de la franchise accordée à l'Orient & autres Ports, que la France auroit été un dépôt général de Tabac pour toute l'Europe; car les Américains, assurés dans le principe d'un débouché considérable, auroient, par la concurrence, fourni bien au-delà des besoins de la Ferme: elle auroit eu le choix; les prix, par cette concurrence, auroient été modérés, le surplus auroit passé à l'étranger, & le débouché des Fabriques de France auroit été infiniment conséquent.

Il est mortifiant d'ajouter que ces avantages précieux sont perdus sans ressource par le Contrat en question.

3

---

N°. I I.

*DÉCISION du Conseil tenu à Bernis le 24 Mai 1786.*

---

*Résultat du Comité tenu à Bernis chez M. le Contrôleur général, en présence de M. le Comte de Vergennes, & auquel ont assisté MM. de la Perrière, Saint-Amand & Paulze, représentans de la Ferme générale, le Mercredi 24 Mai 1786.*

LE Comité reprenant ses précédentes délibérations, relativement au traité fait avec le sieur Morris, informé des circonstances dans lesquelles il a été passé & qui le rendoient nécessaires; informé pareillement des expéditions de 12,000 boucauds de Tabacs, dont M. Couteulx, Correspondant du sieur Morris, a annoncé l'approchaine arrivée, a pensé unanimement que le Traité devoit avoir son exécution jusqu'au premier Janvier 1788, sauf la résiliation de droit, en cas d'inexécution de la part du sieur Morris, des conditions du Traité.

Prenant ensuite en considération l'intérêt du commerce national avec celui des Etats Unis, le Comité est convenu des dispositions ci-après énoncées.

ARTICLE PREMIER.

A l'expiration du Traité du sieur Morris, il ne sera fait aucun marché du même genre.

I I.

La Ferme Générale aura constamment dans ses magasins un approvisionnement nécessaire pour l'exercice de son privilège,



lequel approvisionnement sera formé tant des fournitures résultantes du marché du sieur Morris, que de celles qu'elle se procurera par la voie du commerce.

### I I L.

Pour assurer cet approvisionnement, la Ferme Générale a pris l'engagement d'acheter pendant la durée du marché du sieur Morris seulement, les Tabacs qui pourront être fournis par le commerce & apportés sur les bâtimens François ou Américains, jusqu'à la concurrence de 12 ou 15,000 boucauds par chaque année, aux mêmes prix & conditions stipulés par le Traité fait avec le sieur Morris,

### I V.

Dans le cas où les Tabacs ne seroient point assortis, ces Tabacs seront payés les prix ci-après.

*Premiere Qualité.* Tabac de James & Yorkriver, le quintal net..... 38 liv.

*Deuxieme Qualité.* Tabac de Potowmack & Rappahanok, le quintal net..... 36 liv.

*Troisieme Qualité.* Tabac Mariland..... 34 liv.

Le tout premiere Qualité de chaque espece propre pour la France.

### V.

En cas de difficulté sur les Qualités, il en sera envoyé des échantillons au Conseil, & il sera statué par une commission qui sera autorisée à faire examiner les échantillons par telles personnes qu'il appartiendra.

### V I.

Lorsque les Tabacs fournis par les Américains ne feront point livrés dans un Port de Manufacture, il sera diminué sur le prix convenu la somme de 30 sols par quintal net.

Il sera donné aux Américains communication des articles ci-dessus convenus.

---

## N°. I I I.

*LETTRE circulaire de la Ferme générale à ses Préposés  
pour l'exécution de la décision de Bernis.*

En exécution de la décision du Conseil, du 24 du mois précédent, nous vous autorisons, Monsieur, à acheter à raison de 38 liv. le quintal, les tabacs de James-River & York-River; à raison de 36 liv. ceux de Potomack & Rappahanock; & à raison de 34 livres ceux de Maryland, sans exiger d'autres allouances que celle de la tare effective; & dans le cas où les cargaisons ne seroient pas composées uniquement de chacune de ces especes, le prix commun seroit de 36 liv. le quintal, en supposant que les feuilles d'Yorck & James-River fissent le quart du chargement; celles de Rappahanock & Potomack la moitié, & celles de Maryland, dont un tiers au moins pour la pipe, le quart: au moyen de quoi, le prix commun que nous vous indiquons, en l'appliquant à une cargaison mêlée, doit varier suivant la proportion des assortimens, ce qui exigera de votre part un examen approfondi, de concert avec le consignataire.

Les dispositions dont nous vous faisons part, ne doivent avoir lieu que pour les cargaisons, venant directement d'Amérique par des vaisseaux François ou Américains; ainsi votre premier objet, lors de l'arrivée d'un bâtiment quelconque, doit être de vous assurer si le chargement est dans le cas de jouir des prix que nous vous indiquons, relativement à ces conditions.

Vous appercevez que le prix, fixé pour chaque espece de feuilles

étant dans la supposition de la première qualité, dans son genre; il est juste de ne l'accorder qu'autant que cette condition seroit remplie, & que dans le cas où les feuilles qui vous seroient offertes, & qui seroient reconnues pour appartenir à l'un des trois crus que nous vous indiquons, ne seroient pas de première qualité, quoique marchandes & susceptibles d'être employées dans nos manufactures; il conviendrait d'exiger une réduction de prix, en raison de ce que ces feuilles s'éloigneroient de la première qualité.

Les prix dont nous vous entretenons, Monsieur, ne doivent avoir lieu en entier, qu'autant que les tabacs sont rendus dans les ports où nos manufactures sont établies, & ceux achetés dans les autres ports, doivent supporter une diminution de 30 sols par quintal : nous verrions avec plaisir que les Négocians de ces ports, auxquels il seroit adressé des chargemens de tabacs, les fissent passer dans ceux où sont nos manufactures, à leurs risques & périls; ils ne supporteroient point alors la réduction de 30 sols par quintal, & nous sommes disposés à donner la préférence dans nos achats, à ceux qui se chargeroient de ces transports, en exigeant toutefois, qu'ils suivissent les destinations que nous leur indiquerons, suivant les besoins de nos manufactures.

Nous vous prévenons, que pour valeur des achats que vous ferez, il conviendra de donner vos traites sur M. Foacier, Receveur-Général de la ferme à Paris, en observant d'en fixer le paiement à un mois de délai, à compter de la livraison des matières.

Dans l'impossibilité, au surplus, de suffire au paiement de tous les tabacs, existans dans les différens ports du Royaume, ainsi qu'au paiement de ceux dont les envois nous sont annoncés d'Amérique, & de ceux que les Négocians en pourront recevoir; nous prendrons le parti de fixer chaque mois la proportion des achats, qu'il nous sera possible de faire dans chaque port; nous avons besoin, en conséquence, que vous nous instruisiez des arrivées, des quantités existantes dans les magasins des Négocians, des offres qui vous seront faites & des jugemens que vous porterez sur la qualité des matières, afin que nous puissions

nous



nous régler sur le volume des achats auxquels nous pourrions vous autoriser ; il pourroit être difficile pour le moment de constater, si les tabacs existans dans votre port, y sont venus directement d'Amérique sur des vaisseaux François ou Américains ; & dans le doute, nous ne pensons pas qu'il convienne d'élever des difficultés à ce sujet. Nous nous bornerons à vous recommander sur ce point la plus grande attention pour les nouvelles arrivées : mais s'il y avoit dans votre port des chargemens connus pour n'être point venus d'Amérique, & sur des vaisseaux François ou Américains, ils ne doivent pas jouir des faveurs accordées au commerce Américain, & ils rentrent dans la classe ordinaire pour les achats, à prix défendu, & les allouances d'usage dans le commerce. Il doit en être usé de même pour les nouvelles arrivées de ce genre, & s'il vous étoit fait des propositions particulières, pour des tabacs venus directement d'Amérique par des vaisseaux François ou Américains, dont les consignataires désireroient d'accélérer la vente ; il conviendrait de nous en informer.

N°. I V.

*ETAT des Exportations du Port de l'Orient, pour les  
Etats-unis d'Amérique.*

Du premier Janvier 1785, au 30 Avril 1786.

EXPORTATIONS de MM. William, Macarty		
& Compagnie, en 1785.....	724,000 l.	
& dans les quatre premiers mois de 1786, environ	300,000 l.	
De MM. Wilt & Delmestre, en		
1785.....	138,753 l.	} 173,700 l.
& dans les quatre premiers mois de		
1786.....	35,000 l.	
		1,197,700 l.
		B

*D'autre part.....* 1,197,700 l.

De M M. Meyer & Compagnie ,		
en 1785.....	82,300 l.	} 120,400 l.
& en 1786.....	38,100 l.	

De M. Bondeville, dans le même tems..... 29,000 l.

De M. Antheaume en 1785.....	96,500 l.	} 155,500 l.
& dans les quatre premiers mois de 1786.....	59,000 l.	

De M. Audibert , dans le même tems..... 155,400 l.

De M M. J<sup>n</sup>. J<sup>h</sup>. Berard & Compagnie , Lavayssé  
& autres Maisons Françaises, environ..... 442,000 l.

Total des Exportations du Port de l'Orient ,  
du premier Janvier 1785, au 30 Avril 1786,  
ci..... 2,100,000 l.

# N<sup>o</sup>. V.

*TABLEAU des Importations du Commerce des Etats  
unis dans le Port de l'Orient , du premier Mai 1786 ,  
au premier Juillet 1787.*

*Résultat des relevés faits par ordre du Ministère par les Préposés de  
la Ferme Générale.*

Quatre-vingt-neuf navires Américains ou François arrivés des  
Etats-unis à l'Orient , du premier Mai 1786 au premier Juillet  
1787, ont importé en Tabacs & autres objets pour une somme  
de..... 4,372,241 l.

Le Rédacteur du Mémoire n'a pas actuellement le détail des cargaisons de ces quatre-vingt-neuf bâtimens; mais on expose ci-bas le détail exact du chargement de quarante de ces mêmes navires venus à la consignation d'une seule maison de l'Orient, & qui peuvent faire juger de la composition des quarante-neuf autres.

*Détails du chargement de quarante Navires Américains ou François faisant partie des quatre-vingt-neuf Navires ci-dessus.*

7298 boucauds de tabac.	
17 barriques de potasse.	
173 barils de riz.	
2166 barils de farine.	
7271 boisseaux de froment.	
3181 boisseaux de maïs.	
1667 peaux diverses.	
12 barils de cire.	
38 barils de ginseng, piment & serpentaïre.	
301 barils d'huile de poisson.	
1000 fanons de baleine.	
398 planches & bordages divers pour la construction.	} Tous ces objets propres à la Marine sont à beaucoup meilleur marché que ceux que nous tirons du nord de l'Europe.
1874 barils de goudron.	
889 barils de bray.	
629 barils de thérébentine.	
4 barils de résine.	
176,551 douvelles ou merrains à f. tailles.	

Ces quarante cargaisons formoient ensemble une valeur de 2,512,000 livres.



## N°. V I.

*ETAT des Exportations du Port de l'Orient, pour les  
Etats-unis d'Amérique.*

Du premier Mai 1786 au premier Juillet 1787.

*Résultat des relevés faits par ordre du Ministère, par les Préposés  
de la Ferme Générale.*EXPORTATIONS des Américains, par le Port de l'Orient,  
depuis le premier Mai 1786 au premier Juillet 1787.

En marchandises des Manufactures du Royaume.....	792,424 l.	} 1,369,486 l.
En marchandises du sol du Royau- me.....	237,319 l.	
En marchandises provenant de notre Commerce dans l'Inde.....	339,743 l.	
En marchandises de Manufactures étrangères..	17,277 l.	

Marchandises exportées en pacotilles par les Capitaines, Etats-Majors & Equipages des quatre-vingt neuf navires Américains, auxquels on doit les exportations ci dessus. Le détail de ces pacotilles n'est pas connu; mais elles vont souvent à des sommes assez fortes: on ne peut les estimer l'une dans l'autre à moins de 3500 livres par navire, ci. 311,500 l.

Les consommations &amp; dépenses des bâtimens &amp;

1,698,263 l.

des équipages des quatre-vingt-neuf navires, pendant leur séjour dans le port, & les fournitures aux navires ne peuvent être estimées l'une dans l'autre au-dessous de 4000 livres par navire, ce qui fait.... 356,000 l.

---

Total des exportations des quatre-vingt-neuf navires Américains ou François venus à l'Orient, du premier Mars 1786 au premier Juillet 1787..... 2,054,263 l.

---

Exportations en tabacs pour la Hollande & le Nord, environ..... 200,000 l.

Exportations en tabacs pour l'Ecosse & l'Irlande, environ..... 500,000 l.

Le Rédacteur du Mémoire n'a pas actuellement les détails des exportations ci-dessus; mais il est en état de fournir ceux des exportations faites par une seule maison, s'élevant à 302,016 liv. lesquelles pourront faire connoître de quelle manière les autres exportations ont pu être composées.

*Détail des exportations d'une maison de l'Orient pour les Etats-unis, depuis le premier Mai 1786, au premier Juillet 1787, montant à 302,016 livres.*

Neuf cents quatre-vingt-dix-huit muids de sel .....	} de vin.	formant une valeur de .. 302,016 l.
Trois mille deux cents veltes d'eau de vie .....		
Douze futailles de vinaigre .....		
Trente-quatre caisses .....		
Soixante pipes .....		
Douze cents bouteilles de biere .....		
Trois mille cent sucres en pain .....		
Trente tonneaux de plâtre .....		
Quatre-ante-neuf mille cent quatre vingt-quatre livres de thés divers .....		
Deux mille neuf cent trente livres de poivre .....		

En draps, indiennes, toiles de Bretagne, soieries, batistes, gants, dentelles, blondes & autres marchandises de nos fabriques .....

129,550 l.

En marchandises de fabriques étrangères .....

6,005 l.

**TOTAL .....** 302,016 l.



## N°. V I I.

*ETAT des exportations du Port de l'Orient , pour l'Irlande  
& l'Ecosse; lesquelles sont une suite de l'augmentation  
du Commerce des Etats-unis , & qui , par gradation,  
en ont suivi les progrès.*

Du 20 Septembre 1784, au premier Mai 1787.

5 Navires du premier Septembre au 31 Décembre 1784.

16 Navires pendant l'année 1785.

30 Navires pendant l'année 1786.

28 Navires pendant les quatre premiers mois de 1787.

79 Navires de petite portée.

*Exportation en détail de quarante des navires ci-dessus, adressés à  
une seule maison de l'Orient.*

418 boucauds de tabac.....	} montant ensemble à la somme de..... 369,800 l.
456 caiffons de thé.....	
400 pieces toiles de Nanquin.	
622 pipes eau-de-vie ou esprit.	
157 barils de genievre.....	

En douvelles qu merrains, brays , goudron &  
thérébentine des Etats-unis, & toiles d'emballage.. 21,500 l.

418,300 l.

*D'autre part.....* 418,300 l.

EXPORTATIONS des trente neuf autres navires  
adressés à différentes maisons; lesquels ont exporté  
en tabacs principalement & en autres articles, dans  
la proportion ci-dessus, pour une somme de..... 407,700 l.

Consumation & dépenses des soixante-dix-neuf  
petits bâtimens, l'un dans l'autre 1000 livres..... 79,000 l.

Total des exportations des petits bâtimens  
Écossais & Irlandois..... 905,000 l.

---

### N<sup>o</sup>. V I I I.

*LETTRE écrite par une maison de commerce de l'Orient  
à MM. les Fermiers généraux en Juillet 1787.*

MESSIEURS,

Nous avons eu l'honneur de vous écrire le 25 du mois passé  
pour vous prier de faire recevoir à l'Orient par votre Préposé,  
le restant d'environ 4000 boucauds de Tabacs venus à notre  
consignation depuis le mois d'Octobre 1786, dans les termes  
de la décision du Conseil, & dont vous avez fait recevoir 1000  
boucauds dans le mois dernier.

Vous ne nous avez pas répondu par écrit, mais M. de la  
Ville, votre Directeur, nous a dit de votre part que vous ne  
prendriez point actuellement ces Tabacs.

Nous ne devons pas nous attendre à ce refus; vos Préposés  
ont immédiatement reçu les Tabacs arrivés dans tout autre Port  
de France jusqu'au mois de Juin dernier. Nous ne voyons aucune  
raison qui pût justifier le refus fait à l'Orient de Tabacs venus  
dans

dans le même tems ; & depuis l'époque assez reculée du mois d'Octobre 1786.

Nous vous avons itérativement exposé la position de notre Maison, ses avances considérables aux Américains propriétaires des Tabacs, la confiance de ceux-ci dans la décision de Bernis, qui seule a déterminé leurs expéditions. Nous avons pris la liberté de vous rappeler les engagements contractés par la Ferme Générale en conséquence de cette décision, ne pouvant croire que vous attachiez peu d'importance à des engagements solennels.

Une nouvelle répétition de ces détails seroit inutile ; mais il ne l'est point, & nous croyons même honnête & convenable de vous mettre sous les yeux les suites que va avoir le système que vous adoptez, & de nous expliquer avec franchise sur la conduite que nous allons être forcés de suivre.

La Ferme Générale s'est engagée à Bernis envers le Gouvernement à recevoir 30000 boucauds de Tabacs des particuliers, à raison de 15 mille par an, pendant les deux dernières années du Traité de M. Robert Morris, pourvu qu'ils vinssent sur des navires François ou Américains, & qu'ils fussent expédiés directement des Etats Unis. Le commerce n'a pu ni dû refuser une entière confiance à cet engagement, deux fois & ministériellement annoncé & rendu public dans nos Ports & en Amérique, d'abord à l'époque de la décision, & ensuite le 19 Octobre par la lettre du Ministre des Finances à M. Jefferson.

Quelle a été la suite de cette confiance ? D'un côté les Américains ont acheté & expédié dans nos Ports des Tabacs propres à la consommation de la France, de la manière & sur les navires prescrits, exigeant de fortes avances dès l'arrivée des Tabacs, & s'attendant à de prompts comptes de ventes. De l'autre notre Maison a fait tout ce qu'elle a pu pour faire réussir les vues du Gouvernement & encourager les planteurs & les négocians Américains. Elle s'est livrée aux fortes avances exigées sur ces Tabacs, sûre que par leur prompt vente à la Ferme elle verroit rentrer ses fonds sans retard.



Cette attente est maintenant deçue. Nos avances sont considérables, & durent depuis assez longtems. Nous ne devons plus les augmenter, puisqu'il n'y a plus d'espoir prochain & assuré de rentrée. Il n'y a qu'un acheteur de Tabac en France. Dès que cet acheteur refuse de recevoir les Tabacs, ils deviennent un fonds mort, sans valeur, sur lequel nous ne pouvons sans imprudence faire des avances d'une durée & d'une étendue aussi indéterminées. Il n'est en France aucune Maison prudente & jalouse de conserver son crédit, qui voulût en courir les risques malgré tout le desir possible de faire réussir les vues du Gouvernement, en attirant le commerce des États Unis, & malgré l'intérêt qu'ont d'ailleurs les négociants à étendre leurs affaires.

Nous nous trouvons en conséquence forcés pour notre propre sûreté de prendre le parti de laisser protester, en y refusant notre acceptation, toutes les traites des Américains qui nous seront présentées pour avances sur des nouveaux chargemens de Tabacs dont plusieurs nous sont annoncés.

Nous ne pourrions non plus nous dispenser de rendre compte de tout ceci au Ministre Américain, & de remplir d'ailleurs toutes les formes qui seront les plus propres à prouver & à établir les dommages résultans pour les propriétaires des Tabacs, de la non-exécution de la décision de Bernis, ainsi qu'à leur assurer leur recours pour les indemnités que très-certainement ils se croiront très-fondés à prétendre. A ce motif d'indemnités, ils joindront sans doute la perte de 20 pour 100, que causera aux tireurs des lettres protestées, selon les loix d'Amérique, le retour de leurs traites : un effet de 100 liv. de capital protesté, obligeant chez eux à un remboursement de 120 liv.

Répondrez-vous, Mrs., que vous avez reçu assez de Tabac des négocians particuliers, pour paroître avoir satisfait à l'engagement d'une année? Mais, sans entrer dans le détail de ces réceptions, qui nous sont mutuellement & également connues; sans répéter notre juste surprise d'avoir vu recevoir au Havre, à Morlaix, à Bordeaux, sans retard, les Tabacs arrivés jus-

qu'en Mai dernier, tandis que vous refusiez encore les cargaisons entrées à l'Orient dès le mois d'Octobre de l'année passée, sans examiner à quelle époque doivent commencer & finir les deux années énoncées par la décision de Bernis; votre engagement, en le supposant accompli pour la première année, n'en existe pas moins d'une manière aussi pressante pour la seconde.

Nous ne présumons pas non plus que vous puissiez refuser les Tabacs de l'Orient, sous le prétexte d'attendre ceux qui pourroient venir dans d'autres Ports; car, outre qu'ils viennent dans une beaucoup plus petite proportion en ces autres Ports, la décision du Conseil n'a point établi une telle distinction, ni entendu laisser rejeter des Tabacs arrivés en faveur de Tabacs non arrivés.

Comme le parti extrême que nous venons de vous exposer, Mrs., aura de très fâcheuses suites par l'éclat du mécontentement général qui s'élèvera aux Etats Unis, tant à raison des embarras & de la défiance produits dans le commerce par les protêts & les indemnités de 20 pour 100 exigibles des tireurs, que par les pertes que les Américains éprouveront sur leurs Envois; nous répugnons extrêmement à une telle résolution, & ne pouvons nous résoudre à l'exécuter, sans vous mettre à même de la prévenir en vous en donnant connoissance.

Encore une fois, rappelez-vous de grace, Mrs., les engagements de la Ferme Générale; l'esprit & l'intention qui ont dirigé la décision du Conseil & ses expressions mêmes; la manière dont elle a été annoncée; la lettre du Ministre des Finances du 8 Octobre dernier au Ministre Américain. Veuillez vous représenter en conséquence combien le Gouvernement & le commerce ont dû s'attendre que vous attireriez, sinon par des prévenances, du moins par une exacte & égale exécution de vos engagements, les navires & les négocians Américains. En fin considérez la position de ceux qui ont envoyé leurs navires & qui, loin d'éprouver le traitement promis, voyent leurs fonds engagés, leurs cargaisons diminuées par de longs frais, retard

& intérêts ; parmi lesquels d'autres verront de plus leurs traites protestées détruire leur crédit & les surcharger d'un retrait de 20 pour 100.

Très-certainement si un négociant particulier eût pris un engagement pareil à celui de la Ferme générale, les négocians d'Amérique croiroient pouvoir faire retomber sur lui en France les pertes & indemnités causées par son inexécution.

Nous ne pouvons croire que ces réflexions ne vous frappent, Mrs; mais si cependant il en étoit autrement, nous venons vous demander de nous marquer votre refus par écrit.

Nous devons, Mrs., vous faire cette prière parce qu'en qualité de simples commissionnaires des propriétaires des Tabacs dont aucune cargaison ne nous appartient, nous sommes comptables de notre conduite, d'abord à ces négocians, & ensuite, d'après leurs ordres, à leur Ministre en France. Il faut que nous puissions leur prouver que nous n'avons pris le parti de laisser protester leurs traites qu'après avoir infructueusement tenté auprès de vous toutes les démarches possibles, pour vous engager à prendre leurs Tabacs. Dans tous les cas, la copie de la présente lettre devra nous justifier; mais votre réponse par écrit est nécessaire pour compléter cette justification.

Les Américains étoient loin de s'attendre au refus de leurs Tabacs, mais ils nous avoient prévenus de nous adresser à leur Ministre dans les petites contrariétés que nous pourrions éprouver dans le cours des livraisons. Nous n'avons pas voulu jusqu'à présent réclamer son intervention, mais actuellement nous serons forcés de lui rendre compte de la situation des choses, & de la nécessité où nous sommes de prendre le parti que nous vous indiquons; nous lui remettrons en même tems les notes des Tabacs & les copies des factures & des connoissemens, & nous attendrons pour continuer ces opérations, qu'il ait pu obtenir un changement plus favorable aux intérêts du commerce.

Nous avons dû, Mrs., vous prévenir des suites que va nécessairement entraîner le refus des Tabacs venus à l'Orient. Nous



avons cru, en nous expliquant ainsi, faire ce que nous prescrivoient l'honnêteté & la considération que nous vous devons. Nous serions très fâchés que vous trouvassiez aucune autre disposition dans notre conduite; mais il est telle position où l'on n'a pas le choix du parti à prendre, & vous trouverez certainement, Mrs., que nous sommes dans cette position.

Nous désirons plus que toute autre chose, que vous veuillez bien avoir égard à nos observations, & donner ordre à M. Bard de recevoir nos Tabacs; & nous vous prions d'être persuadés des sentimens distingués de considération avec lesquels nous avons l'honneur, &c.





ETAT fourni par la Ferme Générale DES TABACS d'Amérique, achetés du Commerce, depuis le premier Janvier 1786, jusqu'au 3 Septembre 1787.

NOMS DES PORTS.	NOMS DES NAVIRES. QUI ONT APPORTÉ LES TABACS.	DATE DES RÉCEPTIONS.	NOMS DES VENDEURS.	NOMBRE DE BOUCAUDS.	CONDITIONS DES VENTES.
L'ORIENT.	L'Anna.	Du 30 Janvier 1786.	MESSIEURS, Mazois & Compagnie.	12	A 32 liv. le quintal.
		Du 30 Juin 1787.	Les mêmes.	106	Suivant la décision du Conseil.
	La Molly.	Du 8 Février 1786.	Antheaume.	10	A 33 liv. le quintal.
	Herr Adam.	Du 24, <i>idem</i> .	Delon.	171	A 31, 32 & 33 liv. le quintal.
		Des 6 Mars 1786, 7 & 16 Avril.	Amoureux.	339	A 30, 31, 31 liv. 10 sols & 32 liv. le quintal.
		Du 27 Mars 1786.	Boulitreau.	233	A 31, 31 liv. 10 sols & 33 liv. le quintal.
		Du 16 Novembre 1786.	Le même.	31	Suivant la décision du Conseil.
		Des 30 Mars & 16 Juin 1786.	Dargent.	14	A 31 & 33 liv. le quintal.
		Du premier Mai, <i>idem</i> .	Traitel.	8	A 32 liv. le quintal.
		Des 24 & premier Juin, <i>idem</i> .	Audibert.	84	A 22 liv. 10 sols & 25, 30 & 32 le quintal.
		Du 28 Octobre, <i>idem</i> .	Madame Audibert.	45	Suivant la décision.
	Le Hayre & l'Union.	Du 3 Juin 1786, & du 15 Août 1787.	Lauchois Fretes.	24	A 32 liv. 10 sols & 33 liv. 10 sols le quintal.
		Des 7 Novembre 1786, 16 Février & 9 Juil. 1787.	Les mêmes.	292	Suivant la décision.
		Des 8 Juin 1786, & 20 Août 1787.	Meir & Compagnie.	269	A 22, 23, 24 & 32 liv. le quintal.
		Des 16 Novembre & 15 Décembre.	Les mêmes.	369	Suivant la décision.
		Des 3 & 20 Juillet, 16 Décembre, 4 Octobre 1 <sup>er</sup> , 30 Decem. 1786, 23 Mars, 3 & 30 Juin 1787.	J <sup>n</sup> .-J <sup>es</sup> . Berard & Compagnie.	5584	Suivant la décision.
		Des 23 Août 1786, & 31 Décembre, <i>idem</i> .	Macarty.	1000	Suivant la décision.
		Des 10 Septembre & 11 Novembre 1786.	Tobler.	17	Suivant la décision.
		Du 14 Septembre 1787.	Boudeville.	349	Suivant <i>idem</i> .
	Le Noble.	Des 12 Septembre & premier Décembre 1786.	Veuve Gerard, F. & Compagnie.	990	Suivant <i>idem</i> .
	T O T A L des achats faits à l'Orient.....		{ Suivant la décision de Berny..... 8783. A divers prix..... 1163. }		
			Boucauds..... 9947		





NOMS DES PORTS.	NOMS DES NAVIRES QUI ONT APPORTÉ LES TABACS.	DATE DES RÉCEPTIONS.	NOMS DES VENDEURS.	NOMBRE DE BOUCAUDS.	CONDITIONS DES VENTES.
BORDEAUX.	Par divers.....	Des 11 Janvier, 8 Avril, 26 Mai, 8 Juin, 21 dit, 11 Novembre 1786, & 30 Janvier 1787.	MESSIEURS, Barton J. & Barry.	169	A 30 liv. 32, 33, 34 & 35 liv. le quintal.
	Le Johnston, l'Annibal, la Clémentine, le Duc de Penthièvre.....	Des 17 Octobre, 11 Novembre 1786, Février & 7 Avril 1787.	Les mêmes.	162	Suivant la décision du Conseil.
		Du 21 Février 1786.	Lukens freres.	32	A 30 & 33 liv. le quintal.
		Dudit.	Forster freres.	13	A 33 liv. le quintal.
		Dudit.	Macarty freres.	40	A 35 le quintal.
	L'Union, le Chefapeack, la Peggy.	Des 27 Novembre 1786, 5 Mars & 7 Avril 1787.	Les mêmes	97	Suivant la décision.
		Du 7 Avril 1786.	Jona Jones.	7	A 32 liv. le quintal.
		Du 10 Mai, idem.	Pierre Texier.	7	A 35 liv. le quintal.
	La Sally & divers.	Du 19 Novembre 1786, & 9 Juin 1787.	Le même.	218	Suivant la décision.
		Du 10 Mai 1786.	H. Saner.	18	A 34 liv. le quintal.
		Du 13 dit.	Mercier.	4	A 28 liv. le quintal.
		Des 8 Juin & 28 dit 1786.	Jean Tarteiron.	26	A 33 liv. le quintal.
	L'Union.	Du 10 Mars 1787.	Le même.	202	Suivant la décision.
		Du 20 Juin 1786.	Feg. Gramont & Compagnie.	51	A 24 & 33 liv. le quintal.
	L'André, la Sally, la Louise, le Congrès, l'Al- liance, le Cincinnatus, la Marguerite, le Comte d'Artois, le Couteux & l'Hanover.	Des 12 Juillet, 9 Septembre, 14 Octobre 1786, 3 Février, 10 Mars & premier Mai 1787.	Les mêmes.	105	Suivant la décision.
		Du 20 Juin 1786.	Gernon.	3	A 35 liv. le quintal.
	La Marie & le Thom.	Du 29 dit, du 12 Février & 27 dit 1787.	Mat. Rucker.	182	Suivant la décision.
		Du 28 Juin 1786.	La Rigaudiere.	8	A 35 liv. le quintal.
		Dudit.	David Yamfre.	17	A 31 liv. le quintal.
		Dudit.	Estanfan.	6	A 35 liv. le quintal.
		Dudit.	Barthez.	15	A 31 liv. le quintal.
	La Junon.	Du 12 Septembre 1786.	Chaulet.	8	A 34 liv. le quintal.
	Les quatre Sœurs & le Jusse.	Du 14 Octobre.	Pierre Labat.	18	A 35 liv. le quintal.
	Le Férailleur.	Du 16 dit.	Barreau.	9	A 35 liv. le quintal.
	La Peggy.	Du 21 Novembre.	Buiffon.	49	Suivant la décision.
	Le Vulcain & l'Union	Du 13 Janvier & 10 Février 1787.	French & N.	281	Suivant la décision.
	L'Heureux.	Du 10 Février 1787.	P. Changeur.	74	Suivant la décision.
	Le Duc de Penthièvre.	Du 7 Avril.	Nairac.	20	Suivant la décision.
	Le même.	Dudit.	Perrens.	27	Suivant la décision.
	L'Hector.	Du 28 dit.	Buchon.	51	Suivant la décision.
TOTAL des Achats faits à BORDEAUX.....			{ Suivant la décision de Berny..... 1468. } { A divers prix..... 451. } Boucauds..... 1919.		







M O M S DES PORTS.	N O M S  D E S  N A V I R E S QUI ONT APPORTÉ LES TABACS.	D A T E  D E S  R É C E P T I O N S .	N O M S D E S  V E N D E U R S .	N O M B R E D E  B O U C A U D S .	C O N D I T I O N S  D E S  V E N T E S .
L E  H A V R E .	La Marie , la Betfy , le Robert & l'Ane.	Du 7 Mars, 14 Juillet 1786, 3 & 12 Mai 1787.	M E S S I E U R S , Ruelland & Compagnie.	824	A 34 l. 2 f. 6 den. 34 l. 4 f. 9 den. & 34 l. 10 f. le quintal.
	L'Olive , Brauch & la Sally.	Des 22 Août 1786 & 31 Mars 1787.	Les mêmes.	82	Suivant la décision du Conseil.
	Le Warners, le Hope, la Betfy & la Commette errante.	Des 8 Mars, 17 Juillet, 20 dit, & 16 Novembre 1786.	Hyacinthe de Longuemare.	797	A 32 liv. 10 f. 34, 34 liv. 10 f. & 34 l. 7 f. le quintal.
	Le Rois Packet , le Speirs & le Hériflon.	Des 3 Avril, 3 & 24 Octobre 1786.	Karmichael.	858	A 34 l. 3 f. 6 den. 34 l. 5 f. 6 den. & 34 l. 10 f. le quintal.
	L'Elisabeth.	Du 22 Juillet 1786.	Petit.	15	A 34 liv. le quintal.
	Le même.	Dudit.	David Gallet.	3	A 33 liv. le quintal.
	La petite Jeanne.	Du 31 dit.	Morogeaux.	44	A 34 liv. 6 f. le quintal.
	Le George & Patty.	Des 21 Août 1786, & 13 Juin 1787.	J. Cauck.	7	Suivant la décision.
	Le Compere Simon.	Du 22 Août 1786.	J. Ifabelle.	83	Suivant la décision.
	La Favorite.	Du 29 Décembre 1786.	Ferray.	4	A 35 liv. le quintal.
	Le Portsmouth.	Du 12 Mai 1787.	Collow , freres.	365	Suivant la décision.
	Le même.	Du 30 Août.	John Oldner.	55	Suivant la décision.
TOTAL des achats faits au H A V R E . . . . .			{ Suivant la décision de Berny . . . . . 592 A divers prix . . . . . 2545 } Boucauds . . . . . 3137.		





NOMS DES PORTS.	NOMS DES NAVIRES QUI ONT APPORTÉ LES TABACS.	DATE DES RÉCEPTIONS.	NOMS DES VENDEURS.	NOMBRE DE BOUCAUDS.	CONDITIONS DES VENTES.
MORLAIX.	La Marguerite	Du 24 Février 1786.	M E S S I E R U S , Joseph Mather.	5	A 30 liv. le quintal.
	Le même.	Du 27 dudit.	Amoureux.	233	A 29 liv. 10 sols le quintal.
		Du 10 Mars.	Lannux freres.	4	A 29 liv. 10 sols le quintal.
	Le George Packet, la Havanne, la Mary, l'Aurore & le Mary, le Hope & le Zéphir, & le Thomas.	Des 16 Mars, 28 Août, 14 Octobre, 29 Novem- bre 1786, 14 Février & 18 Juin 1787.	Les mêmes.	597	Suivant la décision.
	La Marguerite	Du 24 Août 1786.	W. Rogers.	4	Suivant la décision.
	Le Rapponnock.	Du 30 dudit.	Berard & Compagnie.	206	Suivant la décision.
	Le Termagant.	Du 10 Octobre 1786.	Richard Talbot.	3	Suivant la décision.
	La Sally.	Du 30 Décembre.	Israël Yonug.	13	Suivant la décision.
	Le Baltimore.	Du 17 Janvier 1787.	Benjamin Darley.	3	A 33 liv. le quintal.
	L'Allouette de Saint Malo.	Du 19 Février.	Cornic & Cempagnie.	114	Suivant la décision.
	La Louise.	Des 7 Avril & 27 Juillet 1787.	David Blancy.	21	Suivant la décision.
	L'Union.	Du 10 Mai 1787.	C. Ruffelle	5	A 33 liv. 10 sols le quintal.
	Le Gouvernement de Philadelphie.	Du 8 Juin.	Samuel Mackins.	1	A 33 liv. le quintal.
		Du 7 Juillet.	Gaudelet.	1	Suivant la décision.
	Le Cincinnatus.	Du 13 Août 1787.	Charles Collins.	5	Suivant la décision.
	TOTAL des achats faits à MORLAIX.....		Suivant la décision de Berny..... 965. A divers prix..... 251.		
			Boucauds..... 1,215.		



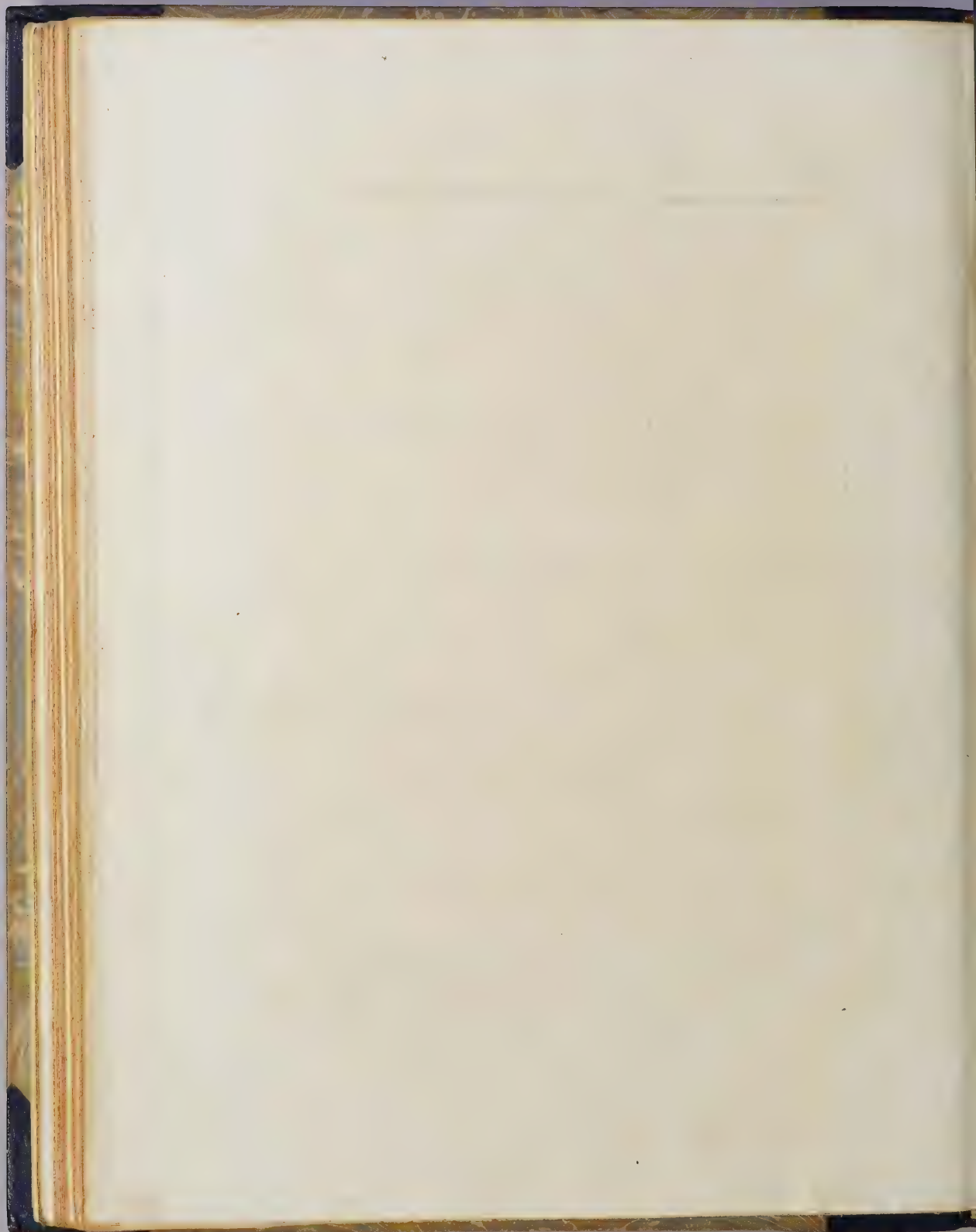


NOMS DES PORTS.	NOMS DES NAVIRES QUI ONT APPORTÉ LES TABACS.	DATE DES RÉCEPTIONS.	NOMS DES VENDEURS.	NOMBRE DE BOUCAUDS.	CONDITIONS DES VENTÉS.
MARSEILLE.		Du 10 Mars 1786.	MESSIEURS, Henri Devoulx.	10	A 38 livres le quintal
		Du 27 dit.	Couneler, veuve Rigot.	7	A 32 livres le quintal.
		Des 28 Mars, 30 Septembre, 23 Octobre, & 27 Novembre 1786.	Samatan, Cathalan, Artaud &	502	A 36, 38 & 39 livres le quintal.
		Du 10 Avril 1786.	Guillaume Roux.	2	A 38 livres le quintal.
		Du 13 Octobre.	Jourdan l'ainé.	57	A 30 & 34 livres le quintal.
		Des 11 Mai 1786, & 26 Jnillet 1787.	Kike & Rangoin.	43	A 36 & 38 livres le quintal.
		Du 26 Mai 1786.	Lazare-Perrier.	303	A 39 livres le quintal.
		Dudit.	Charton & Compagnie.	31	A 38 livres le quintal.
		Dudit.	Rigaud Poulard.	3	A 38 livres le quintal.
		Du 5 Juin.	G. Leydet.	21	A 38 livres le quintal.
		Du 26 Juillet.	Rabaut & Compagnie.	50	A 38 livres le quintal.
		Du 20 dit.	Albony & Donadieu.	200	A 38 livres le quintal.
		Du 5 Septembre.	Hornbofel.	74	A 38 livres le quintal.
		Des 30 Décembre 1786, 7 Février, 26 Mars, 3 Avril, 4 Juin & 2 Août 1787.	Hugues & Philippe cadet.	1239	A 34, 36, 37 & 38 livres le quintal.
		Du 7 Avril 1787.	Divers Négocians.	290	A 38 livres le quintal.
		Du 9 dit.	Pollard Lullin & Compagnie.	257	A 37 livres le quintal.
		Du 9 Juillet.	Dillens & Compagnie.	52	A 36 livres le quintal.
		Du 17 dit.	Chatalan & Pourriere.	399	A 32 livres 10 sols & 36 livres 5 sols le quintal.
			Chatalan, fils.		
		TOTAL des achats faits à Marseille.		3540	au-dessus des prix de la décision du Conseil.





NOMS DES PORTS.	NOMS DES NAVIRES QUI ONT APPORTÉ LES TABACS.	DATE DES RÉCEPTIONS.	NOMS DES VENDEURS.	NOMBRE DE BOUCAUDS.	CONDITIONS DES VENTES.
NANTES.	La Revenge.	Du 14 Avril 1786.	MESSIEURS, Delaville & la Girarderie.	18	A 31 liv. le quintal.
	Le Fly, la Paix.	Du 24 Mai.	Touzéar.	1	A 28 liv. le quintal.
	La Baronne de Clugny.	Du 13 Juillet.	Delmestre.	203	Suivant la décision.
	Trois différens Navires.	Du 10 Août.	Fieffé Montegey.	9	A 29 liv. le quintal.
		Dudit.	Coiron, freres.	30	A 33 liv. le quintal.
		Du 21 Décembre.	Dubern & Compagnie.	2	Suivant la décision.
		Du 23 dit.	Maniant.	2	A 35 liv. le quintal.
		Du 15 Mars 1787.	Rion Khalet.	30	A 32 liv. 10 sols le quintal.
		Du 7 Avril.	P. Mercier.	3	A 28 liv. le quintal.
	Le Saint-Philippe.	Du 17 dit.	Bouteiller, pere & fils.	40	A 32 liv. le quintal.
		Du 26 dit.	Schweighauser & Dobrée.	137	A 32 liv. 10 sols le quintal.
		Du 26 Mai.	Marie Dronet.	2	A 28 liv. le quintal.
TOTAL des achats faits à NANTES.....			{ Suivant la décision de Berny..... 205 A divers prix..... 272 } Boucauds..... 477.		





NOMS DES PORTS.	NOMS DES NAVIRES QUI ONT APPORTÉ LES TABACS.	DATE DES RÉCEPTIONS.	NOMS DES VENDEURS.	NOMBRE DE BOUCAUDS.	CONDITIONS DES VENTES.
BAYONNE.	L'Olive Branch.	Du 24 Mai 1786.	Messieurs, P. Lostau & Compagnie.	141	A 33 livres le quintal.
		Du 24 Février 1787.	Castro le jeune.	76	A 33 livres le quintal.
	TOTAL des achats faits à BAYONNE.....			217	
CETTE.		Du 5 Février 1786.	Didier.	20	A 32 livres 10 sols le quintal.
		Du 28 Avril 1787.	Didier, freres.	90	A 35 livres le quintal.
	TOTAL des achats faits à CETTE.....			110.	
DIEPPE.	La Fanny & le Hope.	Du 10 Mai & 24 Juillet 1786.	Louis Reine.	454	A 33 & 34 livres le quintal.
	Le Hope.	Du 23 Août.	Arkus.	8	Suivant la décision.
	L'Aftromer.	Du 26 dit.	Frédéric Menten.	1	Suivant la décision.
	Le Thomas.	Du 23 Décembre.	Bellon.	2	A 36 livres le quintal.
	Le Saint - Nicolas, le Bien - Aimé, ls Johanna, la Demoiselle Catherine, le Saint-Joseph, le Printems, la Liberté, la jeune Cornélie, la Demoiselle Marie, la Demoiselle Cécile, &c.	Des 13 Octobre, 7, 28 & 30 Novembre, 6, 9, 15 & 29 Décembre 1786.	Girardot Haller & Compagnie.	1000	Suivant la décision.
	TOTAL des achats fait à DIEPPE.....			{ Suivant la décision de Berny..... 1,009 } { A divers prix..... 436 } Boucauds..... 1,445.	
DUNKERQUE.		Du 7 Août 1786.	Ant. Tresca.	2	Suivant la décision.
ROCHEFORT.		Du 23 Septembre 1786.	Chevalier.	105	A 34 livres 10 sols le quintal.





RÉCAPITULATION PAR PORT.		
	ACHATS de Boucauds à prix défendu.	ACHATS de Boucauds selon la décision.
BORDEAUX.....	451	1468
L'ORIENT.....	1164	8783
LE HAVRE.....	2545	592
MORLAIX.....	251	964
MARSEILLE.....	.....	3540
NANTES.....	272	205
BAYONNE.....	217	
CETTE.....	110	
DUNKERQUE.....	.....	12
DIEPPE.....	436	1009
ROCHEFORT.....	105	
TOTAL GÉNÉRAL.....	5551	16573





N<sup>o</sup>. X.

*MÉMOIRE sur les Tabacs reçus par la Ferme Générale en  
1786 & 1787.*

MM. les Fermiers Généraux présentent un état dans lequel mêlant ensemble tous les Tabacs qu'ils ont achetés en 1786 & 1787, ils produisent un total de 22124 boucauds, dont selon eux, 16573 boucauds auroient été achetés aux prix & tares de la décision du Conseil, & 5551 boucauds seulement auroient été achetés à prix défendus & à tare forcée.

*En voici le Tableau d'après son état détaillé.*

PORTS.	ACHATS rangés par la Ferme dans l'exécution de la décision aux prix du Traité à la tare réelle de 10 à dix & demi pour cent.	TABACS que la Ferme-Générale convient d'avoir achetés à prix défendus, c'est-à-dire des Propriétaires pressés de vendre, à bas prix & à la tare onéreuse de 15 pour 100.		TOTAUX.
	Baude.	Baude.	Prix.	
L'Orient...	8783.....	1111 de 22 l. 10 f. à 33 l. 10 f. le quintal.		9947....
Bordeaux..	1468.....	451 de 24 l. » f. à 35 l. » f. idem....		1919....
Morliax...	964.....	251 de 29 l. 10 f. à 30 l. » f. idem....		1215....
Hâvre....	592.....	2545 de 32 l. 10 f. à 35 l. » f. idem....		3137....
Nantes....	205.....	272 de 28 l. » f. à 33 l. » f. idem....		477....
Marseille..	3540.....			3540....
Bayonne ..		217 de » l. » f. à 33 l. » f. idem....		217....
Sette.....		110 à 32 l. 10 f. & 35 l. » f. idem....		110....
Dieppe....	1009.....	436 à 33 l. » f. & 34 l. » f. idem....		1445....
Dunkerque.	12.....			12....
Rochefort..		105 à l. » f. 34 l. 10 f. idem....		105....
	16,573.....	5551.....		22,124....

Certainement les 5551 boucauds achetés à *prix défendus*, ne peuvent point être employés comme exécutant la décision du Conseil. Dans cette quantité même il se trouve environ 4800

boucauds achetés par la Ferme dans le commencement de l'année 1786 avant la décision, dans le tems où la Ferme baissant continuellement ses prix, n'achetoit que des Propriétaires forcés à vendre par besoin d'argent, & obligeoit les Américains de garder leurs Tabacs & de se plaindre au ministère; & ceux qui, depuis la décision, ont été achetés de la même manière en font aussi une infraction.

Quant aux 16573 boucauds que les états de la Ferme présentent comme achetés aux termes de la décision du Conseil. On va en déduire diverses parties dont l'achat est contraire aux termes de cette décision & en réduire la quotité au nombre de boucauds de Tabacs que le Conseil peut justement admettre.

L'Orient.	Il paroît n'y avoir rien à déduire de la quantité portée sur l'état de la Ferme.....	Boucauds, 8783
Bordeaux.	De même.....	1468
Morlaix.	La Ferme emploie ce Port pour 964 boucauds; mais on doit avoir des doutes sur un article de 597 boucauds qu'elle porte avoir reçus aux termes de la décision le 16 Mars, 28 Août, 14 Octobre, 29 Novembre 1786; 14 Février & 18 Juin 1787, lesquels sont venus par les Navires le George Packet, la Havanne, la Mary, l'Aurore & Mary, le Hope, le Zéphir & le Thomas.	

Ceux des 597 boucauds ci-dessus, qui ont été livrés le 16 Mars 1786, n'ont certainement point été reçus par la Ferme en vertu ni aux termes de la décision, puisqu'elle n'existoit pas encore. On a de plus des doutes sur le pavillon de ces Navires, & comme d'ailleurs ce sont les correspondans du sieur Morris qui ont livré cette partie, on croit devoir demander que la Ferme Générale donne les détails nécessaires pour

ci-contre..... 10251

prouver que ces 597 boucauds ont été réellement reçus aux termes de la décision, & que s'ils peuvent en faire partie, elle retranche au moins celle qui a été livrée en Mars 1786. Il restera donc pour Morlaix... 597 boucauds douteux & 367 qu'on peut admettre comme bien reçus, ci.....

367

**Le Havre.** La Ferme y porte comme achetés aux termes de la décision..... boucauds 592.

Mais il en faut retrancher deux parties de 365 & 55 boucauds, ensemble 420 boucauds, venus par le Navire *Anglois* le Portsmouth, Capitaine John Oldner, qu'elle a reçus le 12 Mai & le 30 Août 1787. Il ne peut y avoir qu'un très-bas prix, ou quelque considération particulière qui ait déterminé la réception de cette cargaison qui étoit Angloise. Cet achat blesse évidemment la décision du Conseil dont le but a été de favoriser le commerce Américain & François, & non le commerce Anglois.

A déduire..... 420

Il reste à appliquer à la décision pour le Port du Havre, ci..... 178

**Nantes.** Est porté & paroît pouvoir être admis pour... 205

**Marseille.** On lit sur l'état de la Ferme qu'il est porté pour 3540 boucauds *au-dessus des prix de la décision de Bernis.*

Ce qui a d'abord lieu de surprendre : car on ne conçoit gueres que la Ferme, qui a tant pris de soin pour se procurer, par-tout ailleurs

10995

D



*De l'autre part.....* 10995.

Douteux.....boucauds... 597-

des Tabacs au dessous des prix de la décision ait bien voulu payer au-dessus tous les Tabacs qu'elle a reçus à Marseille. Il faut expliquer cette énigme.

1°. C'est une grosse erreur démentie par l'état lui même que d'annoncer ces 3540 boucauds comme achetés au-dessus des prix de la décision; puisque plusieurs ont été achetés à 30 liv. 32 liv. 10 s. & 34 liv.

2°. Marseille se trouve dans une hypothèse toute différente des autres Ports pour le commerce du Tabac. On voit dans le traité du sieur Morris, qu'il devoit expédier ses Tabacs dans tous les Ports des Manufactures de la Ferme du Ponent, mais rien dans la Méditerranée, quoiqu'elle ait une Manufacture à Sette. C'est que l'obligation d'entrer dans le détroit de Gibraltar, qui, dans tous les tems, rend la Navigation plus longue & plus dangereuse pour les Américains, est devenue depuis quelques années très-onéreuse pour eux à raison des courses des Barbaresques sur leur pavillon. Il falloit bien que la Ferme se résolut à payer les Tabacs plus chers à Marseille que dans les Ports de l'Océan, puisqu'elle a besoin d'y avoir des Tabacs, & que d'après son traité le sieur Morris ne lui en devoit point fournir dans la méditerranée; les Tabacs rendus à Marseille valoient donc *intrinsèquement* davantage que les Tabacs rendus dans un Port de l'Océan. Donc, les prix des 36 à 38 liv. à Marseille, ne seroient

ci-contre ..... 10995

Douteux..... boucauds... 597

que l'équivalent de 33 à 35 liv. dans les Ports du Ponent ; donc la Ferme n'a pas autrement agi envers le commerce dans la Méditerranée qu'en tout autre Port. Nous en avons sur son état une preuve sans réplique. C'est le prix des achats qu'elle a faits à Marseille avant la décision ; c'est-à-dire en Mars, Avril & Mai 1786. Ils sont tous aux prix de 36 liv. 38 livres & 39 livres, & les achats qu'elle y a faits après la décision, sont à 30 livres, 32 liv. 10 f. 34 liv. 5 f., 37 liv. & 38 liv. preuve bien évidente que la décision ne lui a pas mieux fait traiter le commerce à Marseille qu'elle ne faisoit avant cette décision, & que les achats qu'elle a faits dans ce Port particulièrement, à des prix qui semblent d'abord plus élevés que ceux de la décision, n'ont eu lieu que parce que la situation de Marseille y donne une valeur nécessairement plus haute aux Tabacs.

Enfin la Ferme ne s'explique pas sur la tare qu'elle a exigée des propriétaires de ces Tabacs avant & après la décision laquelle n'est certainement point la tare réelle. Elle ne dit pas non plus qu'elle les a obligés, ou du moins une partie d'eux à transporter ces Tabacs à leurs frais à Sette, ce qui diminue les prix accordés.

On pourroit doit retrancher ici la totalité des 3540 boucauds achetés à Marseille.

1°. Parce que la position de ce Port le range

---

10995

D ij

Douteux..... boucauds..... 597

dans une classe absolument différente des Ports du Ponent, où s'est consommé le Traité du fleur Morris, & que cette position rendoit Marseille & son approvisionnement étrangers au traité & à la décision du Conseil.

2°. Parce que la Ferme n'a pas donné à Marseilles d'autres prix, ni exigé une moins forte tare depuis la décision, qu'elle ne faisoit avant cette époque;

3°. Parce que cependant en payant à Marseilles des prix plus hauts que ceux auxquels l'obligeoit la décision; la Ferme a reconnu elle même qu'elle la regardoit comme étrangère aux Ports de la méditerranée.

Cependant pour que la Ferme-Générale ne puisse se plaindre des objections qu'on est obligé de faire sur son état, nous proposerons de laisser subsister environ 500 boucauds achetés par la Ferme avant la date de la décision parce qu'ils l'ont tous été à 36 livres, 38 livres & 39 livres, & de déduire seulement des 3540 boucauds de Marseilles 1702 boucauds achetés depuis la décision à basse tare & à bas prix lesquels d'après la position de Marseille ont été dans ce Port, aussi contraires à l'esprit & aux intentions de la décision que l'ont été les *prix défendus* dans les Ports de l'Océan, ce qui réduira à 1838 le nombre de boucauds achetés avant & depuis la décision, & qui peuvent être regardés comme ayant moins contrarié l'esprit de la décision du Conseil du



*Ci-contre*..... 10995

Boucauds..... douteux..... 597

24 Mai 1786, ci..... 1838

Bayonne & Sette. La Ferme convient n'y avoir rien acheté, sinon à prix défendus.

Dieppe. L'état de la Ferme porte comme reçus aux termes de la décision..... 1009 boucauds. Mais c'est très-certainement par erreur qu'elle y comprend 1000 boucauds venus par les Navires le Saint Nicolas, le Bien-Aimé, la Johanna, la Demoiselle Catherine, le Saint-Joseph, le Printems, la Liberté, la jeune Cornélie, la demoiselle Marie, la demoiselle Cécile. Ces Navires n'étoient certainement ni François ni Américains, & ne venoient point des États-Unis (deux conditions exigées par la décision de Bernis).

La déduction de ces 1009 boucauds réduit la quantité à appliquer au Port de Dieppe à..... 9

Dunkerque. Est porté dans l'état pour..... 12

Rocheport. L'état n'y présente qu'un achat, à prix défendu.

Totalité des Tabacs achetés par la Ferme Générale qui peuvent être appliqués à la décision du Conseil.....	}	12854 boucauds.

Boucauds douteux sur lesquels la Ferme Générale aura des éclaircissémens à donner....	}	597

13451 Boucauds.

Achats retranchés de l'état de la Ferme contraires à la décision.

Au Havre.....	420 Bouc.	}	3122
A Marseille.....	1702		
A Dieppe.....	1000		

Total de l'état de la Ferme..... 16573 Boucauds.

## R É C A P I T U L A T I O N.

---

Il résulte des détails ci-dessus que la Ferme générale qui, pour exécuter la décision du Conseil, avoit à recevoir pendant les années 1786 & 1787, aux termes de cette décision..... 27000 Boucauds.  
n'en a reçu d'après ses propres états que.... 16573

Ce qui l'obligeroit à recevoir encore.... 10427  
mais le redressement ci-dessus retranchant des états de la Ferme 3122 boucauds, il faut les ajouter à cette quantité ci..... 3122

La Ferme a donc actuellement à recevoir... 13549 boucauds.

C'est sur cette quantité qu'on demande la réception provisoire de 3500 boucauds à l'Orient, où il se trouve des Tabacs accumulés depuis plus d'un an.

